



Forum économique RDC-USA à Washington 230 milliards \$ d'opportunités présentées aux investisseurs américains



POLITIQUE

CÔTE D'IVOIRE

Chronique d'une victoire annoncée

MONDE

La Russie sanctionnée par les
États-Unis

SPORT - FOOTBALL

Coupe du monde 2026

Les pays d'Afrique déjà qualifiés



VOICI L'AFRIQUE – THIS IS AFRICA



**CHAQUE MOIS,
UN ÉCLAIRAGE NOUVEAU
ET PARTICULIER SUR
LES FAITS ET SITUATIONS
QUI VOUS CONCERNENT.**



Onésa Afrika

ÉDITEUR RESPONSABLE

Victor OLEMBO LOMAMI
Tél : +32 465 26 23 00

REDACTEUR EN CHEF

Cornelis NLANDU TSASA

COMITÉ DE RÉDACTION

Sarah Mangaza, Daouda Ouédraogo,
Cornelis Nlandu-Tsasa, Victor Olembo
Lomami, Israël Mutala, Aïcha Bacha,
Philippe Katumba, Manel Msalmi,
Max-Olivier CAHEN, Jean Boole, Andy
Vermaut, Gloria Sifa Olembo,
Arnaud Chris Nk, Lita Etape Mamie

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Rachel Boyoko, Mamy Balilonoso Bumba,
David Putu

PHOTOS / CAMÉRA

Tigana Kalala

INFOGRAPHIE / MISE EN PAGE

Serge BURAMBA NYAMANDJOKO

ONÉSHA AFRIKA Magazine

Rue Froissart 95
1040 Bruxelles / Belgique

Tél : +32 485 55 13 78
+32 467 84 68 43
+243 81 95 777 07 (RDC)
Fax : +32 2 5434444

victor.olembo@oneshaafrika.info

www.oneshaafrika.info

NOTE DE L'ÉDITEUR

Victor Olembo Lomami



Etes-vous infobèse ?

L'information est-elle devenue une denrée nocive au point de nous rendre malades ? Ce n'est pas faux. Regardez autour de vous, vous verrez des infobèses. Ce sont ces personnes exposées à la surinformation, c'est-à-dire à la surcharge informationnelle à laquelle nous sommes chaque jour confrontés. Un phénomène propre à l'ère du numérique, que le Canadien Abraham Moles dénomme infobésité. Une surabondance d'informations imputée au système de chaînes d'informations en continu, mais surtout le résultat d'une exposition exagérée aux plateformes numériques, Facebook, Instagram, LinkedIn ou le bon vieux Twitter devenu X, ces réseaux sociaux de microblogage comme ceux permettant le partage de contenus les plus divers.

La lecture des journaux et des sites web, ce sont également là parmi les causes principales de l'infobésité. Avec pour séquelles le stress, la fatigue intellectuelle, l'anxiété, le sentiment de débordement, le manque d'attention et j'en passe.

Cette déferlante d'information malheureusement s'accompagne de la désinformation, d'imprécisions, car dans la majorité, les informations ne sont pas collectées et traitées par des professionnels. Le volume des informations seul ne peut expliquer

l'infobésité. La qualité du contenu rédactionnel a une grande part de responsabilité. La surcharge du cerveau avec des fake news et des deep fake, avec des discours populistes, de la propagande, surtout en cas de conflit fait beaucoup de dégâts à la santé mentale. Le monde s'improvise journaliste, et cela ouvre à des abus.

Les remèdes, heureusement existent : opérer une sélection de ses lectures des médias, le choix des plateformes de qualité, rapportant des informations crédibles et de divertissements qui favorisent la culture et la diversité des opinions. C'est pourquoi, Onésa Afrika, dès son lancement s'est donné comme devoir de vous informer correctement. Comment ? Votre magazine a dans son équipe des journalistes professionnels.

Animés autant par l'amour du métier que par le souci de vérité, ils vous informent sur les sujets d'actualité. Ils vous permettent ainsi, grâce aux analyses et décryptages, à comprendre le monde et à suivre ses évolutions. De même au niveau de la RD Congo. C'est pour cette raison que ses colonnes sont réservées aux informations de qualité. Pas de remplissage.

De cette manière, les informations sous l'angle d'Onésa Afrika contribuent à la lutte contre l'infobésité.

**Le temps travaille pour nous.
Bonne lecture**



Édito

Ignorer les sourds et passer à une autre étape

La langue anglaise dispose sûrement d'un inventaire plus large dans sa sémantique. Chez les anglophones en effet, le vocable « dumb » signifie à la fois idiot, bête, stupide et sourd. Dans la phrase « He is as dumb as a rock », littéralement « il est aussi bête qu'un roc », les British décrivent quelqu'un qui manque d'intelligence et de bon sens, compris comme la capacité de prendre des décisions raisonnables basées sur l'expérience quotidienne et la compréhension générale des situations.

Dans les conflits qui embrasent le monde, les États les plus puissants, à savoir les États-Unis et la Russie mais aussi la Chine, sont ceux-là qui font montre entre eux d'une intelligence subtile. Sachant qu'ils disposent tous de l'arme nucléaire, aucun n'est aussi « stupide » pour larguer son jouet en direction de l'autre, de peur de représailles. Mais pas seulement.

La technologie, assistée par l'intelligence artificielle, a extrêmement évolué, à telle enseigne que l'ogive nucléaire n'a plus besoin d'être dégoupillée. Elle détecte elle-même que l'adversaire vient de balancer son engin et, automatiquement, se déclenche pour intercepter, contre-attaquer et provoquer « la fin du monde ». Le pire serait donc qu'ils restent sourds, et qu'ils « scient la branche sur laquelle ils sont assis ».

L'Histoire récente l'a démontré. Le 7 octobre 2023, le Hamas, dans son illusion de puissance, a massivement attaqué Israël, perpétrant des massacres innommables et faisant des centaines d'otages. Mais, bien mal en a pris à ses djihadistes, car venant de mettre les pieds en plein dans un essaim d'abeilles. Aujourd'hui, personne ne peut reconnaître que l'action était guidée par le « bon sens ». La bande de Gaza est totalement dévastée et les populations errantes ont absolument tout perdu. Il a fallu un Donald Trump volontariste pour arracher un accord de paix. C'est avec raison qu'il pouvait savourer sa journée de gloire le lundi 13 octobre, autant en Israël où le Knesset l'a frénétiquement ovationné, qu'en Égypte où il est arrivé le poing levé, devant une trentaine de dirigeants dont le secrétaire général de l'ONU António Guterres, pour la signature de la « Peace 2025 ».

Ainsi, après les terribles représailles de Tsahal, il a fallu réunir des personnalités compatissantes pour « nettoyer la merde » - excusez de peu l'expression -, « mettre fin à la guerre dans la bande de Gaza et ouvrir une nouvelle page de stabilité régionale », pour paraphraser la présidence égyptienne. Et Trump, friand de superlatifs, de renchérir : « Dans plusieurs générations, on dira que c'était le moment où tout a commencé à changer. Devant nous s'ouvre l'âge d'or d'Israël et du Moyen-Orient ».

Félix Tshisekedi à Bruxelles : « Faire la paix n'est pas une faiblesse »

Mais aussi, dans les violences qui endeuillent la RDC, le Président Félix Tshisekedi ne s'est pas gêné d'offrir une « main tendue » à l'agresseur, dans une perspective de paix et de développement. Au Global Gateway Forum à Bruxelles le 9 octobre, le chef d'État congolais a estimé qu'il n'est pas trop tard pour faire la paix. « Je prends à témoin ce forum et, à travers lui, le monde entier pour vous tendre la main, Monsieur le président, à ce que nous fassions la paix des braves. Cela demande que vous donniez l'ordre aux troupes du M23, qui sont soutenues par votre pays, d'arrêter cette escalade qui a fait suffisamment des morts ».

Pour Félix Tshisekedi, « faire la paix n'est pas une faiblesse ». Il ajoute qu'il attend « une réponse », plaçant Kigali dans une posture où sa surdité serait interprétée comme un aveu de mauvaise foi. À Kinshasa dans l'entre-temps, l'heure n'est pas au renoncement. C'est dans ce registre qu'il faut inscrire la présence d'une forte délégation les 14 et 15 octobre au Forum économique RDC-USA à Washington, où les investisseurs américains grouillaient d'impatience face aux 230 milliards de dollars d'opportunités présentées par la RDC, pour la diversification de son économie.

Si « pour résoudre ces violences de plus de 30 ans » il faut le « segment économique » comme l'a professé l'analyste Frank Moiser de « Trump Economic Group », Kinshasa a suffisamment démontré son « bon sens » mais refuse de manquer ces opportunités de haut vol, face à certains sourds. La souveraineté enseigne aussi de se focaliser sur les enjeux nationaux et, pourquoi pas, avoir l'audace d'outrepasser certaines étapes.

Jean-Cornelis Nlandu
Rédacteur en chef



Sommaire

Onésa Afrika

3 Note de l'éditeur

4 Éditorial

ACTUALITÉS

6-7 **RDC** : Face à la persistance des violences Les populations des zones occupées réticentes sur les solutions des salons occidentaux

8-9 **Est de la RDC**

Pourquoi le président congolais tend la main à son homologue rwandais

10-11 **Conflits armés en RDC**

Institution d'une Task-force d'évaluation dans la lutte contre les violences sexuelles

12-15 **RDC** : La Première ministre préside le Forum économique RDC-USA à Washington



POLITIQUE

16-17 **Côte d'Ivoire**

Chronique d'une victoire annoncée

18-19 **Cameroun - Présidentielle**

Un lourd bilan humain et matériel au lendemain de l'annonce des résultats

20-21 **Zimbabwe** : La fin d'une entente cordiale

MONDE

23 L'ex-Premier ministre belge Alexander De Croo nommé directeur du PNUD

24-25 **Partenariat UE-Afrique**

Définir les priorités communes en vue du Sommet de Luanda

26-27 **Tunnel « Poutine-Trump »**

Moscou ressuscite le vieux projet de relier les États-Unis à la Russie



28 Des sanctions sévères des États-Unis à l'égard de la Russie

29 Éclaircie dans le ciel belge avec le survol des premiers F-35

30 **Venezuela**

Maduro assure que le plan de défense contre la menace américaine est au point

ÉCONOMIE

32-33 La Chambre africaine de l'énergie (AEC) prône l'industrialisation tirée par le gaz

CULTURE

34 **Belgique** : Commémoration à Saint Josse de l'immigration congolaise en Belgique

35 « **Génocide au Congo - Pour votre confort** » Un ouvrage référence sur les massacres et crimes de masse en RDC

36 **France** : Un braquage spectaculaire au Musée du Louvre

SOCIÉTÉ

38-39 **Afrique du Sud**

Le militant anti-apartheid Albie Sachs publie en français son journal de prison

MUSIQUE

40 **Gospel** : Nana Lukezo a dit adieu à ses fans lors d'un concert mémorable à Bruxelles

LE SAVIEZ-VOUS ?

41 Pourquoi l'eau de mer est-elle salée

EVENEMENT

42-43 « Club congolais du Risk management » s'investit dans la sensibilisation à la culture des risques et des assurances en RDC



SOUVENIRS D'ÉBÈNE

44-45 Ils ont fait l'Histoire

PAGE D'HISTOIRE

46-47 Exposition « Mobutu, une vie, un destin » consacrée au Maréchal Mobutu Sese Seko

SPORT

48-49 **Football - CAN**

Le calendrier complet de la compétition

50 Historique ! Le Cap-Vert pour la première fois parmi les meilleures nations du monde

Face à la persistance des violences

Les populations des zones occupées réticentes sur les solutions des salons occidentaux



La cité de Kirumba dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu. Radio Okapi/Photo Marc Maro Fimbo

Les violences persistent dans l'Est de la République démocratique du Congo, en dépit des proclamations diplomatiques de Kinshasa et des partenaires, alors que le M23 soutenu par le Rwanda conserve ses positions. Face à cette sombre réalité, les populations sous occupation, désespérées et déçues, avouent n'avoir plus confiance ni au « libérateur autoproclamé », ni envers le gouvernement central.

De notre correspondant à Goma, Vincent Muhindo

« Pourquoi chercher à résoudre des problèmes sécuritaires africains dans les salons politiques américains ou qatari ? », s'interroge un jeune enseignant à Goma. « Beaucoup en RDC croient que la meilleure solution à la crise congolaise ne viendra que des Occidentaux après les échecs dans les différents processus de paix amorcés dans la sous-région, notam-

ment à Luanda ou à Nairobi en passant par Addis-Abeba ».

Cet habitant de Goma n'a pas caché sa méfiance face aux différents processus de paix qui se déroulent, selon lui, « loin de la réalité du terrain ». Des accords de paix ont été approuvés, des déclarations de principes adoptées, des vrais engagements pour la paix tardent à se déclencher. Déjà, le Rwanda accusé de

soutenir les rebelles mais qui a toujours nié a signé un accord de paix à Washington par son ministre des Affaires étrangères Olivier Ndunguhirehe, avec son homologue Mme Thérèse Kayikwamba pour le compte de la RDC. La dernière phase impliquant les chefs d'État n'a pas encore débuté. Des lueurs d'espoir tardent à pointer à l'horizon.

Pendant que la RDC mène une bataille diplomatique pour obtenir des sanctions adéquates contre le Rwanda, les populations civiles sont chaque jour victimes d'une violence silencieuse. Ni le libérateur autoproclamé ni le gouvernement central, personne n'a gagné la confiance des populations du Nord et du Sud-Kivu, qui sont muselées et acculées dos au mur.

« Tout ce que je sais est qu'ils (les rebelles) sont des tueurs. Ils nous tuent chaque jour. Que ces députés qui prétendent défendre notre cause à Kinshasa ne reviennent plus pour solliciter nos voix. Nous savons déjà qu'ils travaillent pour des intérêts personnels », déclare dépitée une vendeuse de rue à Birere.

Le spectre de la balkanisation

« Plus les jours passent, plus les rebelles s'installent confortablement. On a l'impression qu'ils ont reçu une autorisation expresse d'occuper le territoire congolais. Nous savons que la RDC est menacée par un autre État. D'ailleurs tout est clair ici chez nous. Ils ont commencé à mettre en place des stratégies pour s'éterniser. En paroles comme en actes, cela se dessine », s'indigne une jeune étudiante de l'université de Bukavu.

Certains actes à portée pas très éphémère semblent être posés et il convient d'y porter attention. En effet, le 25 août 2025, un transformateur géant avait été emmené à Goma par une société étrangère pour son installation à Mugunga. Le 3 octobre 2025, il a été mis en place l'Autorité de régulation du système financier dénommée AREFA. Ceci, peu après la résolution d'implanter des juridictions dans les zones sous leur contrôle. Les documents de voyage et les autorisations de séjour fournis par le gouvernement central sont désormais frappés d'interdiction dans les zones occupées.

Par ailleurs, un concours pour le recrutement des magistrats avait été lancé à Goma, suscitant des vives interrogations quant à l'en-

gouement suscité. La mesure annonçant la relance des activités judiciaires par les autorités de la rébellion avait fait la une. Des activités pénitenciaires avaient également débuté. Cependant des ONG des Droits de l'Homme avaient reporté le mois dernier, sans trop de précisions, des violations graves faisant état d'exécutions systématiques dans la prison de Munzenze désormais réhabilitée. « Des jeunes gens ont été tués par le M23 dans cette prison et continuent à périr », révèle un activiste sous couvert d'anonymat.

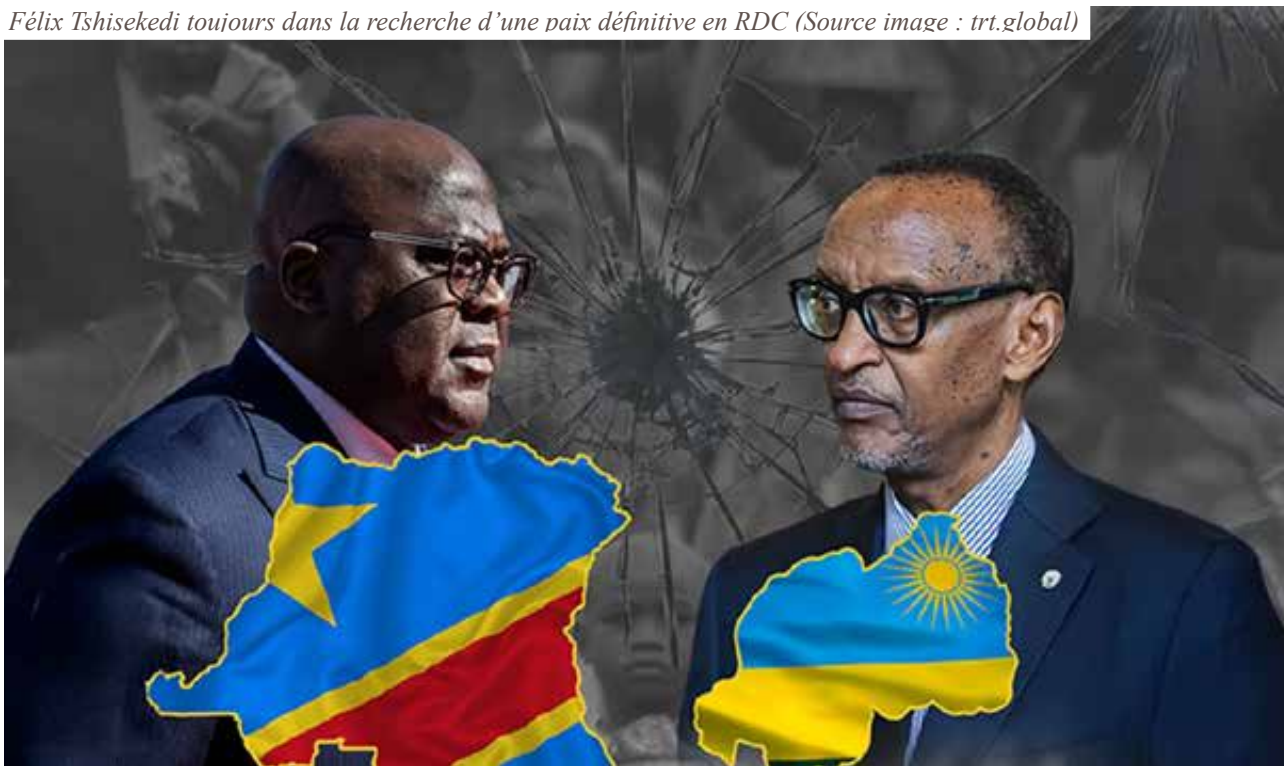
Une forte pression fiscale sur fond de nouveaux combats

« Trop de pression fiscale sans soubassement légal. Chacun se présente avec sa facturation », renseigne un tenancier de pharmacie dérangé par des recouvrements intempestifs des taxes. Il est vrai qu'il s'observe une multiplicité des taxes dans les zones sous administration parallèle, qui a tendance à se sucrer sur le dos d'une population sans défense. Plusieurs opérateurs économiques ont gelé leurs stocks pour éviter des pertes et limiter les risques. Pendant ce temps, aucune banque ne fonctionne.

Dans les territoires de Rutshuru et Masisi, des violents combats opposant les rebelles du M23 aux FARDC ont éclaté entre le 28 septembre et le 8 octobre 2025. L'armée congolaise aurait engagé des moyens conséquents, notamment des avions de chasse Sukhoi et des drones d'attaque CH-4 de fabrication chinoise. Des pertes importantes avaient été signalées dans les rangs des rebelles. Des dégâts collatéraux ont aussi été reportés, dont au moins huit femmes violées et quatre civils tués dans les zones des combats.

Les rebelles avaient dénoncé des provocations par les forces loyalistes dans un communiqué, affirmant avoir été attaqués en dehors de la zone de front établie et ce, en violation du cessez-le-feu. De son côté, l'état-major général basé à Kinshasa avait démenti, précisant qu'il s'agissait bien d'une riposte légitime face à des mouvements hostiles observés

Félix Tshisekedi toujours dans la recherche d'une paix définitive en RDC (Source image : trt.global)



visant à étendre la zone d'influence du M23 sur Uvira, Walikale et Butembo-Beni.

Par ailleurs, les responsables du mouvement rebelle ont présenté des troupes d'environ 7 500 hommes d'abord à Rumangabo puis 6 000 à Chanzu. À en croire le coordonnateur du mouvement rebelle, il s'agit bel et bien d'anciens éléments des FARDC et de la Police nationale « idéologisés et transformés ».

Le terrorisme Adf MTM continue aussi à faire des victimes découpées à la machette au nord de la province du Nord-Kivu et en Ituri. Ces parties de la RDC ont été le théâtre de graves atrocités aux mois d'août et septembre, avec des civils massacrés par centaines avec une brutalité rare. D'autres restent introuvables.

Les attaques terroristes se sont étendues dans le territoire de Lubero, jusqu'alors à l'abri. Des véhicules et des habitations ont été incendiés. Kinshasa a déjà proclamé un état de siège dans les deux provinces depuis bientôt cinq ans, sans résultat. Des élus de la partie orientale sont fatigués de proroger cette situation exceptionnelle. La population aussi. Les opérations conjointes UPDF-FARDC n'ont produit que des résultats mitigés. Un officier de l'armée ougandaise en mission à Beni, capitale provinciale provisoire du Nord-Kivu depuis la chute de Goma, a proposé la forma-

tion d'un « local defense ». Un aveu d'échec ? Une idée apparentée à celle de Wazalendo qui combattent aux côtés des FARDC, pourtant décriée dans la sous-région.

La « main tendue » de Félix Tshisekedi à Paul Kagame à Bruxelles

« Pourquoi ne pas envisager des solutions à l'africaine ? » La propagande sur l'adhésion de la RDC à l'EAC faisait état d'une intégration multidimensionnelle sans faille. Inversement, « des États voisins semblent profiter de la déstabilisation de la RDC. On voit plutôt des démarches égoïstes se développer, favorisant l'exclusion et l'isolement. La RDC est aussi victime d'un complot au niveau des Grands-Lacs », explique un spécialiste de la communication d'un centre de recherche à Goma.

À son avis, la Communauté des États d'Afrique de l'est « n'a pas fait preuve de sincérité dans le processus de paix récemment entrepris ». Il croit qu'il est urgent de placer les intérêts de la sous-région au cœur des discussions et que plusieurs questions, connues de tous, doivent être prises en compte au niveau interne. Des Africains doivent apprendre à trouver des solutions aux problèmes africains sans forcément chercher à recourir aux Occidentaux.

Félix Tshisekedi n'a jamais exclu la moindre piste dans la recherche d'une paix définitive en RDC. Il vient encore de le prouver au Global Gateway Forum à Bruxelles, l'occasion faisant le larron. Sa déclaration imprévisible a produit des réactions dans tous les sens. Mais dès son accession au pouvoir, il a tenté de se rapprocher de l'homme fort de Kigali, comme de tous les États voisins, enfin d'asseoir des relations de bon voisinage. Les habitants des zones sous occupation ne jurent que sur la paix à tout prix. Seuls les prisonniers comprennent profondément la valeur de la liberté, dit-on. Les habitants de l'est de la RDC ne veulent que la paix et rien que la paix.



Un rassemblement à Beni après une attaque des rebelles (Image d'archives)

Pourquoi le président congolais tend la main à son homologue rwandais

Alors que les combats se poursuivent dans l'Est de la République démocratique du Congo, le Président Félix Tshisekedi a étonné avec les signaux d'ouverture envers son homologue rwandais, le 9 octobre à Bruxelles. Une inflexion diplomatique qui semble s'expliquer par une combinaison de facteurs, politiques, militaires et économiques, sur fond d'enlisement du processus de paix.

Par Arnaud-Chris Lukamba Kiyenga avec Rfi

Alors que « la main tendue » du chef de l'État congolais Félix Tshisekedi à Paul Kagame continue de faire couler l'encre, même après avoir expliqué en personne que, de nature, la RDC « n'est pas un pays va-t-en guerre » et que de toutes les façons « faire la paix n'est pas une faiblesse », il était important de rappeler les faits.

Le 27 juin, un Accord de paix a été signé entre Kinshasa et Kigali à Washington, sous médiation américaine. Mais, plus de trois mois plus tard, la situation sur le terrain reste inchangée. L'armée congolaise a perdu plusieurs positions stratégiques dans la province du Sud-Kivu : la cité de Nzibira, dans le territoire de Walungu, ainsi que les localités de Luntukulu, Chulwe et Lubimbe. De même, les affrontements se sont intensifiés dans les territoires de Walungu et de Kabare, à la limite avec Mwenga et Shabunda.

Pour les autorités congolaises, ces revers militaires dépassent les capacités du mouvement rebelle AFC/M23. Kinshasa estime que ce groupe ne dispose ni des effectifs ni de la logistique nécessaires pour résister à son armée nationale, y compris face aux frappes aériennes. Le gouvernement persiste donc à accuser Kigali d'être derrière ces avancées rebelles. Dans ce contexte, la RDC refuse de signer le cadre économique régional prévu par l'accord de Washington, arguant que le Rwanda maintient encore ses troupes sur son sol.

Même si, et c'est dans son ADN, le Rwanda rejette ces accusations, renvoyant la responsabilité à Kinshasa et dénonçant la persistance de liens entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé rwandais hostile au régime de Paul Kagame,

il est bon de savoir que ce subterfuge ne repose sur aucune menace. Les FDLR n'ont jamais attaqué Kigali depuis 1994 et, Dieu sait si les génocidaires sont toujours en vie, notamment avec l'âge et après les différentes incursions de l'armée rwandaise dans l'est, officiellement et frauduleusement, depuis les événements malheureux au Rwanda en 1994.

L'argument des FDLR, un mensonge érigé en système de gestion de l'État

Pire l'armée rwandaise a occupé l'est de la RDC pendant plus de 10 ans sans discontinuer, derrière ses supplétifs de l'AFDL coachee par le général rwandais James Kabarebe puis du RCD (1996-2001), du CNDP de Nkundabatware puis du M23 (2012-2013) et du M23bis depuis 2021, sans toutefois attraper un seul élément des FDLR. Preuve que la fuite derrière l'argument ne procède que du mensonge, reconnu par tous les analystes comme élément central de la politique rwandaise.

La première étape d'une opération censée démanteler les liens supposés entre les FARDC et les descendants des génocidaires a été menée unilatéralement par l'armée congolaise qui a annoncé la reddition de ces éléments début octobre, sans que Kagame puisse à son tour retirer ses troupes tapies derrière le M23. À cette impasse militaire s'ajoute un calcul économique. Félix Tshisekedi sait que le partenariat minier voulu par Washington ne concerne pas uniquement la RDC. Kigali y figure également. Et sur ce terrain, les résultats sont tangibles, particulièrement au profit du Rwanda. Fin septembre, les États-Unis ont reçu leur première cargaison de tungstène en

provenance du Rwanda, même s'il est de notoriété publique qu'il n'en possède pas dans son sous-sol.

À Kinshasa, ce contraste alimente un sentiment de frustration, alors que le pays peine à stabiliser ses zones minières de l'est et que son voisin pillleur engrange déjà les bénéfices d'un accord similaire avec Washington.

Mais le blocage principal reste politique. Le président congolais n'a jamais été preneur d'un dialogue direct avec l'AFC/M23. Pour lui, négocier directement avec « les pantins » est une ligne rouge qu'il refuse de franchir. En août 2024, lorsque le Kenya pilotait encore la médiation régionale, l'AFC/M23 avait été exclue des discussions, conformément à la position de Kinshasa. Mais à Luanda et à Doha, le Rwanda a posé ses conditions : pas de poursuite du dialogue sans la participation du mouvement rebelle. Un aveu tacite que c'est bien Kigali qui pilote la machine terroriste.

Félix Tshisekedi veut désormais accélérer en pointant la responsabilité de Kagame

Résultat : le processus est devenu pour Kinshasa un passage obligé, mais non souhaité. Le gouvernement redoute que les thèmes que



À Bruxelles, Le Président Félix Tshisekedi lance un appel de paix à son homologue Paul Kagame (Image : présidence)



Face à la diaspora congolaise de Belgique, Félix Tshisekedi clarifie sa main tendue à son homologue Rwandais (Source : presidence.cd)

La Dynamique Mashariki Plus plaide pour des actions d'apaisement visant la réconciliation nationale

C'est dans le même cadre des violences que la Dynamique Mashariki Plus, une asbl de monitoring sur la gouvernance et les intérêts de l'Est de la RDC, comprenant les provinces des deux Kivu, du Maniema, de l'Ituri et du Grand Katanga, a tenu une conférence de presse participative, le 4 octobre au Press Club Europe à Bruxelles, sur l'état des lieux de la gouvernance dans ces parties du territoire congolais.

Autant le président de Mashariki Plus Belgique, M. Abraham Chabo, que son porte-parole M. Emmanuel Luangy, sont intervenus sur les affres que vivent les populations, privées de banques et dont les activités commerciales sont en berne, de même qu'elles ne peuvent bénéficier de la jouissance totale de

leurs économies suite à la fermeture des établissements bancaires.

Sous la modération de la représentante pour le Royaume Uni, Mme Pamela Grâce Tshisinga, venue expressément pour la circonstance, les deux intervenants sont revenus sur la persistance des fractures politiques et d'un langage haineux non sanctionné, appelant à un dialogue national inclusif tel que prôné par les pères spirituels des Églises catholique et protestante, en vue de sortir le pays du boulet de périodes troubles et des violences qu'il traîne depuis trois décennies. Les doyens de la Société civile du Sud-Kivu ont également formulé une demande similaire le 15 octobre, dans un message adressé au Président Tshisekedi.

Dans le même chapitre, la conférence de Mashariki, a soulevé la question de savoir si, dans un climat où l'espoir des populations des territoires occupés a cédé à l'incertitude, la « condamnation à mort » de l'ancien président Joseph Kabila, que la Dynamique qualifie de « décision sans précédent dans l'histoire du pays », ne vient pas raviver les rancœurs, alors que l'heure devait plutôt être à des actions d'apaisement en vue de la réconciliation nationale.

l'AFC/M23 souhaite aborder à Doha (gouvernance, décentralisation, intégration des combattants) touchent à des aspects constitutionnels et remettent en cause la légitimité du pouvoir central.

Fin septembre, l'envoyé spécial américain Massad Boulos reconnaissait la complexité du dossier. « Il y a neuf grands domaines de focus. Certains prendront du temps, d'autres peuvent être réglés en quelques semaines. Certains sont d'ordre constitutionnel », avait-il expliqué.

Félix Tshisekedi veut désormais accélérer. Il est convaincu que si Paul Kagame s'implique personnellement, l'AFC/M23 pourrait être affaiblie, voire neutralisée. Mais Kigali reste complice des rebelles. Ce vendredi matin, le gouvernement rwandais a rappelé sa position : « La paix en RDC ne pourra être atteinte qu'en s'engageant dans des négociations avec le mouvement rebelle AFC/M23, conformément au processus de Doha auquel la RDC a accepté de participer ».

Dans sa campagne contre Kigali, Félix Tshisekedi ne rate pas une occasion pour indexer son homologue rwandais. L'occasion s'est présentée à Bruxelles et il n'a pas loupé l'homme. « On savait que la main tendue ne serait pas reçue de manière positive. Aujourd'hui, le monde sait quelle est la responsabilité de Paul Kagame dans ce qui arrive dans cette région », a expliqué à RFI un conseiller de Félix Tshisekedi.



Conflits armés en RDC

Institution d'une Task-force d'évaluation dans la lutte contre les violences sexuelles

Face à la recrudescence des violences sexuelles liées aux conflits armés en République démocratique du Congo et dont les statistiques publiées par plusieurs sources nationales et internationales ont mis en lumière une situation particulièrement alarmante, le Président Félix Tshisekedi vient d'instituer une « Task-force permanente d'évaluation des engagements du pays dans la lutte contre les violences sexuelles ».

Par Don Mazakala Mpanzu

En RDC, déchirée par des conflits armés, notamment dans les provinces orientales, en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu où sévissent plusieurs groupes armés, les violences sexuelles sont souvent utilisées comme arme de guerre. Les expertes du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) avaient exprimé, dans une récente publication, leur vive préoccupation concernant l'ampleur de ce phénomène, où 94 % des victimes sont des femmes et des filles. À cet effet, elles avaient exhorté l'État congolais à adopter une stratégie globale pour éliminer cette barbarie, en lui demandant de travailler avec des partenaires internationaux pour prévenir et punir les violences sexuelles liées au conflit. C'est ainsi que, lors de la 64ème réunion du Conseil des ministres de son gouvernement qu'il a présidée, le Président Tshisekedi est revenu sur cette question majeure, en rappelant la communication qu'il avait faite lors d'un conseil antérieur ainsi que les directives précises et fermes qui ont été données. Celles-ci, a précisé le chef de l'État congolais,



(Image d'illustration / Source : santesexuelle.cd)

visaient à traduire par des actions concrètes l'engagement collectif du pays pour la « tolérance zéro » face à l'impunité des crimes sexuels, conformément aux six objectifs du quinquennat 2024-2028, en particulier ceux relatifs à la paix, à la dignité humaine, à la gouvernance et à la sécurité nationale.

Le Président Tshisekedi a noté des progrès significatifs enregistrés au regard des informations qui lui sont parvenues, notamment l'élaboration et la validation de la feuille de route actualisée des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), l'adoption du deuxième plan d'action de la Police nationale congolaise (PNC) en matière de lutte contre les violences sexuelles, la mise en place par la coordination présidentielle chargée de la jeunesse de la lutte contre les violences faites aux femmes et de la traite des personnes ainsi que tant d'autres.

Un engagement constant en faveur de la protection et de la dignité des victimes

Pour lui, ces avancées témoignent d'une volonté réelle des institutions congolaises de répondre aux attentes légitimes du peuple et

des partenaires internationaux. À cet égard, il a félicité les FARDC, la Police nationale et la coordination présidentielle pour ces réalisations structurantes et pour leur engagement constant en faveur de la protection et de la dignité des victimes afin d'assurer la mise en œuvre effective et durable des initiatives prises.

Ainsi, il a enjoint à chaque ministre de tutelle concerné et à la direction de son cabinet de mobiliser, sans délai, les ressources finan-



Le président Félix Tshisekedi appelle la jeunesse congolaise à adhérer massivement à l'armée congolaise pour défendre la patrie (Image : 24newsagency.com)



cières nécessaires en vue de permettre aux institutions impliquées d'atteindre pleinement leurs objectifs. « Il est impératif que ces moyens soient alloués et exécutés avec célérité, afin de consolider les acquis et de garantir un suivi régulier et rigoureux », a insisté le Président congolais.

À la même occasion il est institué, sur son autorité, une Task-force permanente placée sous la direction de la coordonnatrice présidentielle chargée de la jeunesse, de la lutte contre les violences faites aux femmes et de la traite des personnes. Elle réunira périodiquement les représentants des institutions concernées en vue d'évaluer le niveau de mise en œuvre des engagements pris et d'assurer la cohérence institutionnelle des interventions sur le terrain.

Des violences s'apparentant à des crimes internationaux, selon l'ONU

Les violences concernées, aux termes du rapport des Nations Unies, incluent le viol collectif, le viol de masse, l'esclavage sexuel, la grossesse forcée, le mariage d'enfants, le mariage forcé et la prostitution forcée. « Tous ces actes constitueraient souvent des violations du droit humanitaire et des droits de l'homme et s'apparenteraient souvent à des crimes internationaux, y compris des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité », a rappelé les Nations Unies dans son rapport. Par ailleurs, une étude du « Guttmacher Institute » a indiqué que dans les régions de l'Est de la RDC, près de deux femmes sur cinq ont déclaré avoir subi une violence sexuelle au cours de leur vie, et pour environ 74% des femmes interrogées, l'acte était lié au conflit. Ces violences surviennent dans un contexte de conflit armé prolongé, qui perdure depuis trois décennies où on dénombre des centaines de groupes armés non étatiques en activité et où l'on déplore des déplacements massifs des populations, sans omettre une impunité persistante.

Les violences sexuelles se produisent souvent dans les camps des déplacés internes, pendant que les victimes cherchent de l'aide, du bois ou de l'eau, ou fuient les zones de combats. Elles démontrent que la violence sexuelle n'est pas un effet secondaire du conflit, mais plutôt une tactique ciblée pour terroriser, dominer ou déstabiliser des populations vulnérables.

Les données recueillies éclairent l'urgence d'actions, parmi lesquelles le renforcement de la protection des civils, le soutien médical et psychologique aux victimes ainsi que les mécanismes de justice et de responsabilisation des auteurs. Elles rendent visible un problème souvent sous-rapporté, ce qui est essentiel pour mobiliser des ressources, appuyer des politiques publiques et sensibiliser le grand public.

La Duchesse d'Edimbourg reçue à Kinshasa par le Président de la République Félix Tshisekedi. Leur entretien a tourné autour de la situation des femmes victimes des violences sexuelles particulièrement dans l'Est de la RDC. (Source : présidence)



Incarcéré depuis 10 ans pour un délit commis par son père, un fils Kadhafi libéré au Liban

L'un des fils de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a été libéré sous caution début octobre au Liban après avoir purgé dix ans de prison, a annoncé un responsable judiciaire libanais. Hannibal Kadhafi a dû verser une caution de 11 millions de dollars (9,41 millions d'euros) mais n'est pas non plus au-

torisé à quitter le pays. Il a déjà annoncé aller en appel par l'entremise de son avocat.

Hannibal, dont l'épouse est libanaise, avait été arrêté en décembre 2015 et détenu sans inculpation. Les autorités libanaises accusent son père, Mouammar Kadhafi, d'avoir trempé dans la mystérieuse disparition du leader chiite libanais Moussa Sadr en 1978. Son fils Hannibal n'avait alors que deux ans à l'époque des faits. Mouammar Kadhafi est décédé en 2011 après le renversement de son régime. Hannibal a fui en Syrie. En 2015, il a été enlevé par des hommes armés et emmené au Liban où les autorités l'ont libéré puis arrêté.



Hannibal Kadhafi, fils de l'ancien président libyen, Mouammar Kadhafi (Image source : parismatch.com)

Diversification de l'économie

La Première ministre préside le Forum économique RDC-USA à Washington



Judith Suminwa obtient des nouveaux engagements d'investissement à Washington (Source : beto.cd)

Huit ministres sectoriels, des chefs d'entreprises et de services stratégiques ont accompagné la Première ministre Judith Suminwa Tuluka les 14 et 15 octobre au Forum économique de la République démocratique du Congo et les États-Unis, représentés par le secrétaire d'État Marco Rubio, et où la RDC a séduit en présentant des opportunités d'investissements estimés à 230 milliards de dollars américains.

Par Victor Olembo Lomami

La Première ministre Judith Suminwa, qui séjournait déjà à Washington et qui a représenté le chef de l'État congolais, a expliqué dans son adresse préliminaire que

le partenariat entre son pays et les États-Unis d'Amérique vise principalement « la diversification de l'économie congolaise ». Ce partenariat se construit dans la perspective de paix et de développement voulue par les présidents congolais Félix Tshisekedi et son homologue américain Donald Trump, a précisé Mme

Suminwa qui a rassuré sur des avantages que la RDC propose aux investisseurs américains notamment, dans le cadre des nouvelles dispositions du Code des investissements. Dans cette optique, la délégation congolaise a présenté à plus de 220 investisseurs américains accourus pour l'occasion, des oppor-



Joe Dumbi Kabangu, Conseiller spécial du Président Tshisekedi à la tête de la Coordination des ressources extérieures et suivi. (Image : africanewsrdc.net)

tunités d'investissements estimés à 230 milliards de dollars américains en RDC, en vue de la diversification de son l'économie. Dotée d'un potentiel de 24 000 milliards de dollars américains de richesses, un portefeuille de « 200 milliards de dollars américains ne sont pas assez pour la RDC. On peut arriver à capter mille milliards de dollars », a soutenu le ministre congolais du Commerce extérieur, M. Julien Paluku, faisant remarquer qu'en deux jours d'intenses travaux, « les Américains ont désormais un autre regard des Congolais ».

La partie américaine préoccupée par la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement en minerais critiques

Pour le conseiller spécial du Président Félix Tshisekedi en charge des investissements et initiateur du forum, M. Joe Dumbi Kabangu, « il s'agit de 230 milliards de dollars d'opportunités d'investissements » et non des projets chiffrés. À travers la tenue de ce forum, l'objectif est de changer la perception de la RDC par les Américains, a-t-il encore indiqué. Pour sa part, le ministre du Com-

merce extérieur s'est félicité que « cet objectif est atteint. C'est la première fois que des hommes d'affaires sont restés pendant plus de quatre heures pour écouter les Congolais », a-t-il noté.

Les Américains, visiblement intéressés, étaient sous la conduite du sous-secrétaire d'État intérimaire en charge des Affaires africaines, Jonathan Pratt, qui a rappelé que « la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement en minerais critiques est une question de sécurité nationale pour les États-Unis ». Pour lui, « avec l'aide des États-Unis, les deux pays (RDC et Rwanda) vont nouer des partenariats bénéfiques au profit du corridor de Lobito.

« Paix, partenariat et prospérité » est la trilogie qui marque les esprits des investisseurs américains déterminés à œuvrer en RDC. Pour Frank Moiser, de l'organisation « Trump Economic Group » pour l'Afrique, cette trilogie est un « modèle qui a démontré sa puissance, surtout en RDC, avec un virage dans la région des Grands Lacs, marqué le 27 septembre par la signature de la Déclaration de paix par la RDC et le Rwanda ». « Pour résoudre ces violences de plus de 30 ans, quelque chose manquait : le segment économique. Cette fois-ci, on va relier la paix aux investissements », a déclaré l'analyste américain.

Pour sa part, la Première ministre Suminwa,

qui a saisi la portée des attentes des investisseurs américains, a estimé que les questions de gouvernance, le climat des affaires et la corruption s'imposent comme des défis que la RDC doit relever.

L'opportunité des provinces et le secteur énergétique mis en avant

Les discussions ont aussi porté sur le numérique et la digitalisation en RDC, car ils représentent un domaine crucial pour des opportunités commerciales avantageuses, a indiqué pour sa part le ministre de la Communication et médias M. Patrick Muyaya. Pour cette fois-ci, les provinces minières ont été privilégiées. À la prochaine opportunité, d'autres provinces à l'instar de celle du Maï-Ndombe seront portées en bonne position, a-t-il rassuré.

Dans cette dynamique, la gouverneure du Lualaba, Fifi Masuka a aussi fait le déplacement de Washington DC. L'intervention de la gouverneure de cette première province minière était très attendue par la partie américaine. Par ailleurs, en plus des mines, il y avait également lieu de mettre en valeur le secteur énergétique en termes d'atouts. À cet effet, le ministre des Ressources hydrau-

liques et Electricité, M. Molendo Sakombi, a mis à profit cette opportunité pour vanter le potentiel du site hydroélectrique d'Inga avec plus de 40 000 mégawatts, sans omettre celui de l'ensemble du pays, capable de produire jusqu'à 100 000 MW. Dans le même cadre, il a signé un protocole d'accord avec la firme américaine Hydrolink LLC pour l'importation de 2.000 mégawatts d'électricité d'Angola.

Huit grands thèmes, regroupés deux à deux et ayant des affinités directes, ont été retenus par les organisateurs en vue de permettre aux opérateurs économiques américains d'être éclairés sur les domaines d'interventions. Il s'agit de Mines et Énergie; Agriculture et Infrastructures; Éducation, Technologies et Santé, enfin Finances et Assurances. Dans le secteur agricole, la RDC avec ses 80 millions d'hectares de terre arable représente une destination de rêve, dans la mesure où les 100 millions de Congolais constituent un marché potentiellement rentable.

Dans le secteur des assurances, le Directeur général Alain Kaninda de l'Autorité de régulation et contrôle des assurances (Arca) ainsi que Clément Désiré Kabongo de la Société nationale d'assurances (Sonas) ont aussi répondu au rendez-vous de Washington. Ainsi, le deal RDC-USA prend de plus en plus forme. Chaque partie a compris que l'heure est à la concrétisation de ce contrat.

Le ministre de la Communication et médias, Mr Patrick Muyaya (image d'illustration)



Le gouverneur de la Banque centrale de la RDC, M. André Wameso (Image d'illustration/presidence.cd)

Le gouverneur de la Banque centrale à Washington pour la réunion des ministres du G24 pour le développement

Le gouverneur de la Banque centrale du Congo, M. André Wameso, a représenté la République démocratique du Congo, le 14 octobre 2025, à la 114ème réunion des ministres du Groupe intergouvernemental des 24 pour les questions monétaires internationales et le développement (G24), dans le cadre des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Par J.C. Nlandu

Portant sur la conjoncture économique mondiale et les défis auxquels font face les pays émergents et en développement, les travaux de cette rencontre ont notamment mis en lumière plusieurs constats majeurs, dont le drame humanitaire causé par la fragilité, la violence et les guerres dans plusieurs régions du monde, notamment en RDC, tout en rappelant le lien fondamental entre la paix et le développement.

Les participants ont souligné le rôle « déterminant » des politiques économiques intérieures dans la maîtrise de l'inflation, l'inquiétude

suscitée par les niveaux élevés d'endettement mais aussi la hausse du coût du service de la dette. Ils ont également relevé l'impact négatif des tensions commerciales et des incertitudes économiques sur les perspectives de croissance des pays émergents et en développement, qui continue de compromettre leur stabilité macroéconomique à long terme.

Préserver l'indépendance des banques centrales pour l'efficacité des politiques monétaires

Les membres du G24 ont enfin formulé, à l'unanimité, plusieurs recommandations, appelant à « maintenir la mobilisation de la communauté internationale dans les pays fragiles ou touchés par un conflit », tout en insistant sur la nécessité « d'honorer les engagements existant et de soutenir la reconstruction et le développement à long terme ». D'autres recommandations ont trait à la préservation de « l'indépendance des banques centrales pour garantir la crédibilité et l'efficacité des politiques monétaires » et au renforcement de la résilience des finances publiques par « une gestion rigoureuse et hiérarchisée » des dépenses.

Les ministres ont encouragé la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer la viabilité des finances publiques, à accroître la transparence en matière d'endettement et à renforcer la gestion de la dette. Ils ont aussi plaidé pour « un nouvel élan de coopération internationale en vue d'un environnement commercial stable et transparent, et pour l'assistance aux pays vulnérables à renforcer leur résilience face aux chocs économiques et climatiques ».



RDC-Extension de la ville de Kinshasa

Signature d'un partenariat avec un consortium pour le lancement des travaux

C'est dans une atmosphère pleine de solennité qu'une convention a été signée le 23 octobre dans l'Immeuble du gouvernement entre la République démocratique du Congo et le consortium Sino-Congo Special Zone (SCSZ), pour le lancement de la construction de la Cité industrielle Chine-Congo, dans le cadre du vaste projet d'extension de la ville de Kinshasa vers la commune de Maluku à l'Est de la capitale congolaise.

Par JC Nlandu

La cérémonie, présidée par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, s'est déroulée, en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-Premier ministre au Budget Adolphe Muzito, le ministre d'État à l'Urbanisme et Habitat Alexis Gisaro, les ministres John Banza des Infrastructures, Marc Ekila de la Formation professionnelle, Aimé Sakombi Molendo des Ressources hydrauliques, Jean-Lucien Bussa de l'Aménagement du territoire, Justin Kalumba des PME, O'neige Nsele des Affaires foncières et Julie Mbuyi du Portefeuille.

La coordination de ce projet, considéré comme la pierre angulaire autour de laquelle

va s'articuler l'extension de la capitale congolaise, est assurée par le Comité stratégique pour la supervision du Projet d'extension de la Ville de Kinshasa (CSSPVEK), tandis que le suivi est assuré par l'Agence de pilotage, de coordination et de suivi des Conventions de collaboration (APCSC).

Le projet de la Cité Industrielle Chine-Congo se déploiera sur une superficie de 75 km² dans sa première phase pour un investissement total évalué à 12 milliards de dollars américains, structuré en plusieurs phases de développement, alors que l'extension complète de la ville couvre, quant à elle, 430 km².

Dans son mot de circonstance, la Première ministre Suminwa a expliqué que cette convention, préalablement adoptée par le Conseil des ministres, constitue une étape majeure dans la mise en œuvre du Programme d'actions de son gouvernement, qui s'inscrit dans la vision du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour une capitale à la mesure des richesses et de la grandeur de la RDC.

Un projet pharaonique pour résoudre les différents maux de la capitale

Le Coordonnateur principal du CSSPVEK, M. Thierry Katembwe, a pour sa part détaillé les retombées économiques immédiates du projet. « La cité industrielle comprendra 1 200 unités industrielles et va générer près de 50 000 emplois dans un premier temps et jusqu'à 150 000 dans la suite », a-t-il déclaré, précisant que la jeunesse congolaise en sera la principale bénéficiaire. Ce projet est un début de solution pour la décongestion de la ville de Kinshasa et la création d'un nouveau

pôle de développement urbain, a ajouté M. Katembwe.

De son côté, le représentant du partenaire chinois, M. Wang Shujun, a présenté l'architecture technique de la future cité, qui couvrira une superficie de 75 km² et qui prévoit la création de 8 parcs industriels spécialisés. « Ces parcs seront dédiés aux matériaux de construction, à l'économie circulaire, aux produits forestiers, à la transformation alimentaire, aux technologies, aux produits plastiques, aux textiles et à l'habillement ainsi qu'à la construction automobile et aux équipements électromécaniques », a-t-il fait savoir.

Le ministre d'État à l'Urbanisme et Habitat a, quant à lui, insisté sur la philosophie du projet, estimant que « l'acte que nous posons symbolise un choix stratégique clair d'un développement urbain fondé sur la production, l'emploi et la durabilité ». Ainsi, a souligné M. Alexis Gisaro, « l'industrie précède la ville pour mieux la servir, c'est une logique de développement intégrée où l'activité économique génère les ressources nécessaires à l'urbanisation durable ».

Le gouverneur de la Ville de Kinshasa, M. Daniel Bumba Lubaki, n'a pas caché son enthousiasme, estimant que le projet constitue une solution à plusieurs maux que subit la ville de Kinshasa, notamment le problème d'embouteillages et d'urbanisation sauvage. Les trois premières phases, de construction et de développement, dureront de trois à cinq ans chacune et la phase finale, axée sur la modernisation, 10 ans.

À terme, la Cité industrielle représentera un hub économique incontournable en Afrique centrale permettant d'assurer l'autosuffisance de 30% des besoins quotidiens de la capitale et de transformer localement 30% des produits aquacoles, forestiers et de l'élevage.

Chronique d'une victoire annoncée

Les opinions exprimées par le partenaire n'engagent pas la Rédaction



Qui pourrait succéder à Alassane Ouattara ? (image d'illustration/Source : ouestin.com)

Depuis l'élection de Alassane Ouattara en novembre 2010 et sa prise de pouvoir en avril 2011 avec l'appui des forces françaises et les Forces rebelles(FCRI) renversant le Président Laurent Gbagbo, le clan Ouattara s'est emparé de la Côte d'Ivoire en en faisant son fief personnel. Le Président espère obtenir un 4ème mandat lors des élections de ce 25 octobre 2025.

Par Max Olivier Cahen

La Côte d'Ivoire sous Houphouët Boigny était un des joyaux de la France-Afrique au même titre que le Gabon d'Omar Bongo. À la mort d'Houphouët-Boigny en décembre 1993, le pays sombre dans une ère de déstabilisation qui durera 18 ans. Si dans un premier temps, Henri Konan-Bédié, en tant que président de l'Assemblée nationale devient Président intérimaire, pour être finalement élu le 22 octobre 1995 avec 96,44 % des voix, son règne sera de courte durée. En effet, en décembre 1999, le général Guéi renverse Bédié et organise des élections en 2000. L'ancien Président Bédié et l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara sont alors interdits de candidature. Le général Guéi battu par l'opposant historique Laurent Gbagbo, patron du FPI (Front populaire ivoirien) refuse d'admettre sa défaite. Finalement, c'est la rue qui impose la victoire de ce dernier.

Déjà plongé dans un rare marasme politique, le 19 septembre 2002 le pays échappe à une tentative de coup d'État. Bien qu'elle échoue, une rébellion dénommée les « Forces nouvelles » se constitue dans le nord du pays et s'empare de 60% du territoire. La France décide de s'interposer en application des

accords de défense et stabilise la situation. L'ensemble des forces politiques ivoiriennes, y compris les rebelles, sont conviées en France pour des négociations qui aboutissent aux accords de Linas-Marcoussis en 2003.

Si le président Gbagbo fait mine de les appliquer, il souffle sur les braises de la dissension en lançant sa milice des jeunes patriotes dirigée par Charles Blé Goudé à l'assaut de l'opposition et de certains intérêts français. La situation ne cessant de se détériorer, négociations et accords de paix se succèdent, sans aboutir à du concret sur le terrain.

Le drame du bombardement de Bouaké par les forces gouvernementales suite à une offensive contre les rebelles et la mort de 9 soldats français, couplée aux manifestations des Jeunes patriotes devant l'Hôtel Ivoire qui subissent les tirs des troupes françaises, provoquant 60 morts et plus de 1 000 blessés, font que la Côte d'Ivoire sombre. Le pays demeure coupé en deux.

Genèse d'une prise de pouvoir

L'élection présidentielle est maintes fois reportée. Elle a finalement lieu le 31 octobre 2010 suivie d'un second tour le 28 novembre.

Chaque camp revendique la victoire. La Commission électorale indépendante proclame la victoire d'Alassane Ouattara avec 54,1 % des voix contre 45,9 % pour Laurent Gbagbo. Quant au Conseil constitutionnel, il juge les résultats de la CEI non valables et proclame la victoire du président sortant avec un score de 51,45 %.

Durant cinq mois, les deux camps s'affrontent à distance. D'un côté, le Président Gbagbo réfugié au Palais présidentiel sous la protec-

Présidentielle ivoirienne: manifestation de l'opposition contre l'exclusion de candidats (Image d'illustration/news.abidjan.net)





Élection Ivoirienne : Duel Intense Contre Ouattara (Source : viralmag.fr)

tion des troupes d'élites de la gendarmerie, de l'autre Ouattara réfugié à l'Hôtel du Golfe, soutenu par l'Union européenne et le président Sarkozy, les troupes françaises attendant le signal pour prendre Abidjan.

Au même moment, les preuves confirmant les fraudes dans les zones pro-Ouattara, avec 105 parfois 115% de votants et des rumeurs de financement de l'armement des rebelles par l'Iran, font que le camp Ouattara décide de passer à la vitesse supérieure. Les rebelles rentrent dans Abidjan où ils subissent deux défaites face aux forces du Président Gbagbo. Le Président Sarkozy, sous couvert de l'ONU, lance alors les troupes françaises à l'assaut du Palais présidentiel. Gbagbo est arrêté et Ouattara installé. Si la Communauté internationale lui apporte son plein soutien, nombre d'Ivoiriens le considèrent comme un agent de l'étranger.

Une « dictature soft »

Alassane Ouattara qui s'était présenté comme un démocrate éclairé, à l'instar de son mentor Houphouët-Boigny, impose directement un système autocratique dans lequel les opposants sont soit condamnés soit interdits

d'exercer toute fonction publique ou politique. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé sont à la Cour pénale internationale, l'armée purgée et remaniée, les fidèles détiennent les leviers du pouvoir, ce qui politiquement se conçoit mais est aux antipodes des promesses électorales.

En 2015, Ouattara est réélu avec plus de 80% des voix. La participation dépasse à peine 53%. Dans la foulée, il met en place une nouvelle Constitution renforçant ses pouvoirs, en créant un Sénat et un poste de vice-président, préparant ainsi sa succession. Mais il multiplie les gestes pour ses opposants en accordant des amnisties pour des raisons purement électorales, sans parvenir à pacifier le paysage politique.

C'est ainsi que le scrutin présidentiel d'octobre 2020 se déroule dans des conditions tendues. Le décès inopiné de son dauphin Amadou Gon Coulibaly le force à se présenter une troisième fois. L'opposition crie à l'illégalité. L'éloignement des deux figures politiques de l'opposition, Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, bloquées en Europe ainsi que l'appel à la désobéissance civile de Henri Konan Bédié font que le score final du président Ouattara, même de 94,2%, ne représente rien vu le faible taux de participation.

L' élection de tous les dangers

Le 25 octobre 2025, un peu plus de 8,7 millions d'électeurs élisent le prochain président de la Côte d'Ivoire. Après avoir éliminé ses deux principaux challengers, l'ancien patron du Crédit Suisse Tidjane Thiam et l'ancien Président Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara brigue à 83 ans un quatrième mandat. Face à lui, des candidats qui n'ont pas l'ombre d'une chance : Ahoua Don Mello, ingénieur et homme politique qui se veut proche des BRICS, puis Ehivet Simone Epse Gbagbo, l'ancienne épouse de Laurent Gbagbo à la tête du MGC (Mouvement des Générations capables). Elle est sans doute la candidate

détenant le plus d'expérience politique et qui prône une réelle souveraineté politique pour la Côte d'Ivoire, à l'instar des pays de l'AES. Sans oublier Henriette Lagou. plusieurs fois ministre et qui représente le Groupement des Partenaires politiques pour la Paix. En dernier lieu, Jean Louis Billon, ancien ministre et ancien membre du PDCI à la tête du Congrès démocratique.

Il ne fait aucun doute que le président sortant est le prochain. Mais ce sont les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire qui sont les réels enjeux du scrutin. D'abord économiquement. Si la Côte d'Ivoire affiche l'une des croissances les plus fortes d'Afrique de l'Ouest, les inégalités régionales et sociales persistent. Plus de 70% de la population a moins de 35 ans, le chômage et le sous-emploi font de l'accès au travail un enjeu majeur du scrutin.

Dans cette perspective, deux autres sujets détermineront la capacité du futur président de traduire la croissance en un réel bien-être pour toute la population : la diversification économique en permettant à la Côte d'Ivoire de graduellement s'affranchir de sa dépendance permanente au cacao et la gestion d'une dette énorme ayant soutenu les grands travaux du régime.

Ensuite géopolitiquement, face aux dangers de l'islamisme intégriste qui ravage le Sahel L'offensive généralisée des différentes Katibas du Jama'at Nasr al islam wal muslimin cible le Bénin et le Ghana mais principalement la Côte d'Ivoire. La plupart des attaques proviennent du Nord du Burkina Faso du côté de Tchogolo. Cependant, les groupes islamistes ont réussi à établir un sanctuaire dans le parc de la Comoé.

De même graduellement, les attaques tendent à se répandre dans d'autres régions du pays. La relance de l'économie, la gestion de la dette et la sécurité régionale sont les grands travaux qui attendent le futur président, qui sera sans aucun doute Alassane Ouattara. Il devra, pour sortir la Côte d'Ivoire de l'ornière, être le président de tous les Ivoiriens et pas seulement celui d'un clan comme il l'a été depuis 14 ans



Présidentielle - Un lourd bilan humain et matériel au lendemain de l'annonce des résultats

Le Conseil constitutionnel du Cameroun a proclamé, le 27 octobre, les résultats de l'élection présidentielle du 12 octobre. Aux termes de l'annonce, Paul Biya l'emporte officiellement avec 53,66 % des suffrages, mais Issa Tchiroma Bakary conteste ces chiffres qui lui octroient 35,19% selon le Conseil constitutionnel. Une fusillade a éclaté devant sa résidence alors que des violentes manifestations ont lieu à Douala.



Paul Biya réélu à 92 ans pour un huitième mandat présidentiel sur fond de manifestations
(Image d'illustration/Source : vagon.today)

de Bandja dans le Haut-Nkam, Ngong, Fighuil, et Tcheboua dans la Benoué, du parquet de Guider, du palais de Dschang, de la mairie de Manjou et de la brigade de gendarmerie de Ngong. À Douala, des scènes de pillages et de vandalisme de biens publics et privés ont été enregistrés dans certains quartiers dans la ville », a-t-il déploré lors d'une conférence de presse.

Un bilan humain non chiffré

Le bilan humain n'est pas moins important, mais le ministre, tout en admettant des morts, n'a avancé aucun chiffre, alors que le gouverneur de la région du Littoral (ouest), Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, avance dans un communiqué le chiffre de « quatre morts parmi les manifestants » et « plusieurs éléments des forces de sécurité blessés » à Douala. « Au cours de ces attaques criminelles, certains assaillants ont perdu la vie. Plusieurs éléments de nos forces de l'ordre ont également été grièvement blessés », a affirmé le ministre de l'Administration territoriale, alors que beaucoup de commerces et d'écoles étaient encore restés fermés.

Pour le pouvoir, le responsable de tout ce chaos est tout trouvé, car il s'agit, selon Paul Atanga Nji, de Issa Tchiroma Bakary. « En s'autoproclamant vainqueur de l'élection présidentielle du 12 octobre dernier, en lan-

Par Jean David Dozema

Au lendemain de l'annonce des résultats, l'atmosphère était électrique et ne présageait rien de bon. Déjà que le président du Conseil constitutionnel s'emmêlait les pinceaux en précisant avoir comptabilisé 12 millions de votants pour 14 millions en faveur de Biya, qui rempile jusqu'en 2032, et que son principal adversaire a contesté ces chiffres avant de revendiquer la victoire et d'appeler les Camerounais à se mobiliser. Selon le Conseil Constitutionnel, sur les dix candidats en lice, Paul Biya, 92 ans et au pouvoir depuis 43 ans, l'emporte dans 8 des dix régions électorales. Son principal opposant Issa Tchiroma, Bakary l'emporte dans les deux autres. Cabral Libii a recueilli 3,41 % des voix, Bello Bouba Maïgari 2,45 %, Tomaïno Ndam Njoya 1,66 % et Joshua Osih 1,21 % – les autres candidats ne sont pas parvenus à franchir la barre des 1 % de suffrages. Ces dernières heures ont encore été marquées par des manifestations de colère dans plusieurs villes, comme Garoua, où le calme est revenu le 28 octobre, et à Douala, et par un

important déploiement sécuritaire à Yaoundé. Selon le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, le bilan matériel des manifestations post-électorales est assez lourd.

« Plusieurs édifices publics, commerces et autres biens privés ont été incendiés, saccagés ou pillés. L'incendie des sous-préfectures

Manifestation dispersée à Garoua, le 26 octobre 2025. © AFP



çant des appels répétés à l'insurrection, en incitant ses partisans à défier l'ordre établi, le candidat Tchiroma s'est rendu coupable de plusieurs infractions réprimées par nos lois », a-t-il prévenu. Celui-ci est un « mauvais perdant », a estimé le ministre, pour qui le candidat déclaré deuxième de la présidentielle est responsable des exactions qui ont découlé des manifestations post-électorales.

Paul Atanga Nji a promis qu'en plus des arrestations déjà effectuées, d'autres interviendront et les personnes qui seront jugées responsables seront traduites devant les tribunaux. Il assure néanmoins que la situation sécuritaire du Cameroun est « globalement sous contrôle », invitant les populations à vaquer librement à leurs occupations.

Selon Cyrille Rolande Bechon, directrice exécutive de l'organisation de la société civile, basée à Yaoundé, cette situation inquiétante de violence ne peut mener qu'à une impasse. Elle appelle les autorités à la retenue, tous les acteurs politiques au dialogue et les citoyens à préférer des modes de revendications pacifiques aux pillages. « Nous appelons les acteurs politiques de tous bords à la retenue, au recadrage, à la coordination des actions, que ce soit des actions militaires ou des personnes qui revendiquent dans la rue ».

« Il n'y a pas eu élection, c'était plutôt une mascarade »

Dans la capitale Yaoundé, par contre, les rues sont désertes, les commerces fermés. Depuis plusieurs jours plusieurs centaines de manifestants bravaient les interdictions de rassemblement et sont descendus dans les rues à l'appel d'Issa Tchiroma, président du Front pour le salut national du Cameroun (FSNC) qui affirme avoir remporté 54,8% des suffrages contre 31,3% pour le président sortant, selon son propre décompte.

De fortes perturbations de l'accès à Internet ont également été constatées les derniers jours, qui selon Netblocks, une organisation de surveillance de la cybersécurité, « pourrait limiter la couverture des événements sur le terrain au milieu des appels à annuler les résultats de l'élection présidentielle ».

« Il n'y a pas eu élection, c'était plutôt une mascarade. Nous avons gagné de manière indubitable », a déclaré le candidat Issa Tchiroma Bakary.. Selon la BBC, la fusillade qui a eu lieu autour de sa résidence à Garoua, fief de l'opposant, a fait plusieurs morts, sans autre précision. Sur les réseaux sociaux Issa Tchiroma Bakary dénonce l'« assaut » contre sa résidence.

Les autres candidats à cette élection présidentielle ont diversement réagi aux résultats annoncés. Patricia Hermine Tomaïno Ndam Njoya a également rejeté les scores annoncés par le Conseil constitutionnel. Pour la candidate de l'UDC (Union démocratique du Cameroun), déclarée cinquième, ces résul-



tats « ne traduisent pas la volonté du peuple » mais reflètent « un système électoral fragilisé, miné par les irrégularités, les manipulations ». Elle appelle les Camerounais à s'exprimer pacifiquement et les autorités à respecter le droit de manifester.

Cabral Libii, déclaré troisième, « prend acte » des résultats annoncés. Le candidat du parti PCRN félicite « le candidat proclamé élu », sans nommer Paul Biya, et demande à ses sympathisants de regarder maintenant en direction des municipales et des législatives, prévues l'année prochaine.

L'Union européenne se dit préoccupée

La commission européenne s'est fendue d'une déclaration en langage diplomatique, évoquant un partenariat « de longue date » de l'Europe avec le Cameroun, lequel repose sur les principes de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. « Nous déplorons la mort par arme à feu de plusieurs civils. Nous sou-

lignons en outre l'importance de garantir la sécurité et l'intégrité physique de tous les acteurs politiques de ce processus. L'Union européenne invite également les autorités camerounaises à identifier les responsables, à faire preuve de transparence et à faire justice afin de lutter contre le recours excessif à la violence et les violations des droits humains. Nous appelons également la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement depuis l'élection présidentielle », déclare Anouar El Anouni, porte-parole de la commission et de la cheffe de la diplomatie européenne.

L'Union européenne demande donc sans le nommer que la sécurité d'Issa Tchiroma Bakary soit assurée, préconise l'ouverture d'un dialogue politique en faveur de la stabilité, de la démocratie et de la cohésion nationale et appelle à la libération de « toutes les personnes détenues arbitrairement depuis l'élection », sachant que plusieurs proches de Issa Tchiroma Bakary sont encore aux arrêts.



Zimbabwe - La fin d'une entente cordiale

Lorsque en 2017, le président du Zimbabwe Robert Mugabe est renversé par ses militaires, tout le monde s'attend à ce que le général Chiwenga se proclame chef de l'État. Ce dernier cède finalement le pouvoir à Emmerson Mnangagwa, compagnon de combat, ancien ministre de la Sécurité d'État et vice-président devenu opposant en exil, tout en espérant lui succéder.

Par Max Olivier Cahen

La colonisation britannique du Zimbabwe commence en 1923, sous le nom de Rhodésie du Sud. Considérée comme une terre regorgeant de richesses minières et agricoles, elle va attirer l'arrivée massive des colons, jusqu'à 125 000 en 1950. Ces derniers obtiennent l'exclusion des Noirs de la gestion politique et feront adopter par le parlement rhodésien, en 1930, une loi de partage des terres, spoliant ainsi les populations autochtones. Ils s'attribuent les deux-tiers des terres cultivables, tandis que les autochtones n'occupent qu'un-tiers. Les terribles tensions qui opposeront plus tard les deux communautés tant politiquement qu'économiquement trouvent leur source principale à cette époque. La Rhodésie du Sud, dominée par la minorité blanche, déclare unilatéralement son indépendance en 1965 puis se proclame république en 1970. La guerre de libération contre le régime raciste de Ian Smith débute en 1964, menée par la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) de Robert Mugabe et la ZAPU (Union du Peuple africain du Zimbabwe) de Joshua Nkomo, soutenues par la Chine pour la première et Cuba pour la deuxième. Après des années de lutte, les accords de Lancaster sont finalement signés en décembre 1979, et des élections se tiennent sous l'égide de la Grande Bretagne et du Commonwealth en avril 1980.

Mugabe : de l'espoir au tourment

La victoire de la ZANU aux élections d'avril 1980 permet à ce mouvement de remporter une majorité des sièges, suscitant un immense espoir. Robert Mugabe nommé Premier ministre annonce des lendemains merveilleux pour le nouveau Zimbabwe, promettant à la minorité blanche une ère de réconciliation et à la population un avenir radieux.

Au début de son règne, il tient ses promesses. Il souhaite bâtir un pays fort sur la base d'une alliance entre Shonas et Ndébélés. Il offre à ces derniers et à Nkomo les meilleurs portefeuilles ministériels et tente de fusionner la ZAPU dans la ZANU. Les années 1980-1990 sont fastes pour le Zimbabwe. Le dévelop-



pement de l'éducation et de la santé sont en plein essor. Plus de 500 centres médicaux sont construits. Encore plus remarquable, le taux de scolarisation augmente de 232%. Cependant, malgré le développement économique, la tension politique et la répression augmentent. Dès 1983, l'alliance entre la ZANU et la ZAPU est rompue et la guerre civile entre Shonas et Ndébélés est déclenchée dans la province du Matabeleland. Elle se termine en 1987 et la ZAPU de Nkomo est

intégrée dans la ZANU. Afin de conforter son ethnie les Shonas dans son pouvoir absolu, il retire à la minorité blanche sa représentation assurée de 20 sièges au parlement, l'éjectant définitivement du jeu politique.

Mugabe se fait nommer président en 1987 et instaure avec la ZANU, devenue ZANU-PF, un régime présidentiel. Mais les violences de son régime conduisent à son isolement progressif. D'abord en 2000 avec les expropriations violentes de fermiers blancs, entraînant

L'ancien président zimbabwéen Robert Mugabe



une crise économique et une rare spirale de violences, ensuite avec le scrutin de 2002 au cours duquel Mugabe est réélu dans une répression sanglante, qui déclenche des sanctions internationales.

En 2008, le pays est en ruine. Plus de 165 000% d'inflation, sans compter un chômage endémique et des pénuries énergétiques et alimentaires dramatiques. Les élections présidentielle et législatives de 2008 face à Morgan Tsvangirai, président du MD, démontrent que Mugabe n'a plus le vent en poupe. Ses traditionnels alliés régionaux telle que l'Afrique du Sud de Mandela commencent à le lâcher. Les années qui suivent sont désastreuses en termes de répression, de débâcle économique et de corruption.

Le coup d'État de 2017 est une opération menée par les généraux Constantino Chiwenga et Sibusiso Moyo dans la nuit du 14 au 15 novembre, supposément pour éliminer les « criminels » de l'entourage présidentiel sans démettre le chef de l'État. Cependant, face aux manifestations massives qui ont suivi, Mugabe démissionne le 21 novembre. Son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa le remplace le 24 novembre 2017.

L'ère du crocodile

Installé assez rapidement grâce aux soutiens du général Chiwenga et du brillant homme d'affaires Kudakwashe Tagweiri, le président Mnangagwa, surnommé « le crocodile » du fait qu'il est le dernier survivant d'une unité d'élite de la guerre de libération, imprime sa marque faite d'autoritarisme bienveillant et d'une volonté d'améliorer le bien-être de ses compatriotes. Dans la foulée, il nomme Chiwenga vice-président. Surtout, il rompt avec l'ère Mugabe en promettant de réformer la politique agraire afin que les Blancs retrouvent leurs terres, pour relancer l'économie du pays.

S'il remporte de justesse la présidentielle du 30 juillet 2018 pour son premier mandat, il est



*Le président Emmerson Mnangagwa (à droite) et le vice-président Constantino Chiwenga lors de la conférence de la Zanu PF à Bulawayo hier
Photo : Berger Tozvireva*

à nouveau réélu en août 2023. Entre-temps, les dirigeants européens ont saisi le rôle moteur du Zimbabwe dans la sous-région, tant aux niveaux des échanges économiques et du développement qu'en tant que facteur stabilisateur face à la montée de l'intégrisme islamique et du djihadisme en Afrique australe, et particulièrement au Mozambique. Dès 2022, ils décident de lever l'ensemble des sanctions imposées en 2002, sauf sur le volet militaire.

Le renforcement des liens avec l'UE permet de multiplier les projets économiques, financiers, culturels et sociaux tout en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes politiques et démocratiques. La démocratie au Zimbabwe n'est pas parfaite mais continue de donner plus de gages d'avancées que la plupart des régimes africains.

Dans le domaine économique, s'il est vrai que l'inflation est élevée, avec un taux de 82%, les différentes réformes monétaires lancées par le président Mnangagwa portent leurs fruits. Le FMI félicite le Zimbabwe pour sa politique monétaire prudente qui permet de maintenir une discipline fiscale ferme tout en stabilisant le taux de change.

Le pacte secret

C'est dans ce contexte économiquement positif que la tension commence à croître entre le camp du président et celui de son vice. Quand début 2025, des soutiens s'expriment au sein de la ZANUF-PF et de son Politburo ont commencé à confirmer que le mandat du président Mnangagwa allait être prolongé de deux ans afin qu'il puisse terminer tous les projets économiques du plan « Zimbabwe Vision 2030 », pour Chiwenga c'est inacceptable. Pire, lorsqu'on allègue que le successeur de Mnangagwa serait sans doute Kudakwashe Tagweiri, ce fut un lourd désaveu pour Chiwenga qui, selon ses dires, avait conclu un pacte secret avec le président pour lui succéder.

Kudakwashe Tagweiri, homme d'affaires d'exception controversé mais contribuant largement au développement du Zimbabwe, constitue un danger pour Chiwenga, puisqu'il souhaite poursuivre la vision et le programme 2030 du président Mnangagwa.

Se sentant menacé, Chiwenga passe à l'offensive, en déposant un dossier de corruption au Politburo visant les proches du président tels Kudakwashe Tagweiri et Paul Tungwarara, mais aussi en accusant le président de violation de la Constitution. La riposte ne s'est pas fait attendre, le président rejette le dossier et accuse Chiwenga de trahison d'État et d'incitation à la violence. Dans ce duel, celui-ci pense pouvoir bénéficier de certains soutiens dans l'armée, mais le président Mnangagwa a réussi à fidéliser la majorité des officiers, après avoir redoré le blason du pays au niveau international alors que ses réformes monétaires et agricoles commencent à porter leurs fruits.

Les pays voisins observent avec inquiétude la situation. Ils savent que le Zimbabwe constitue le socle de stabilité pour l'ensemble de la sous-région et que s'il tombait dans l'incertitude et la violence, toute l'Afrique australe en serait affectée.

Le crocodile reste confiant. Il entend terminer son programme, qu'il décrit comme « Building Zimbabwe brick upon brick », et ainsi assurer sa pérennité mais certainement pas avec Chiwenga.



Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa lors d'un rassemblement de la ZANU PF à Harare, au Zimbabwe, le 9 août 2023. (Source : theafricareport.com)



www.bamtv.be

DECOUVREZ VOTRE TV UNE CHAÎNE AFRO EUROPEENNE EN LIGNE ACCESSIBLE PARTOUT ET SON PROGRAMME DIFFUSE 24h/24

Bel'Afrika Media TV est un concept media WEB TV qui a pour finalité de montrer comment la communauté Afro-européenne contribue au développement social, économique, culturel, sportif et politique de la Belgique de l'Europe ou ailleurs.

Le but est de s'interroger sur l'identité des immigrants par la connaissance de leurs compétences, le soutien de leurs initiatives, la mise en commun de leurs expériences au service des autres, la promotion des initiatives citoyennes et entrepreneuriales, le multiculturalisme, le partenariat Nord Sud PPP en abordant les problématiques d'égalités hommes et femmes et la lutte contre la discrimination ou le racisme à travers cet outil de communication.

L'objectif majeur est la mise en exergue des initiatives citoyennes et d'élargir la visibilité des activités afro-caribéennes à travers cet outil de communication. Belafrika Tv.

Media est la première Web TV Afro - Européenne approuvée par le CSA le conseil Supérieur Audiovisuel.

BELAFRIKA MEDIA TV
www.belafrikamedia.com

BAM-TV
www.bam-tv.com

Contact: info@belafrikamedia.com
TEL. + 32 (0) 2241 69 46

L'ex-Premier ministre belge Alexander De Croo nommé directeur du PNUD



Alexander De Croo rejoint l'ONU en tant que Directeur du PNUD (image d'archive : euromaidanpress.com)

Le troisième poste le plus élevé dans la hiérarchie des Nations Unies

Le poste de directeur du PNUD est une position de haut niveau, le troisième poste le plus élevé dans la hiérarchie des Nations Unies. Maintenant que les États-Unis se retirent de l'USAID et des organisations onusiennes, ils recherchaient un nouveau directeur doté d'un profil politique et d'un solide réseau.

Premier ministre jusqu'au 9 juin 2024 puis assumant l'intérim jusqu'à la formation du nouveau gouvernement le 3 février 2025, ancien ministre de la Coopération au développement et ancien ministre des Finances, Alexander De Croo présente un profil correct et possède les qualifications requises pour devenir directeur du PNUD, selon les spécialistes. Il connaît également bien l'actuel Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Né à Vilvorde dans le Brabant flamand, en Belgique, De Croo est diplômé en Ingénierie commerciale à la Vrije Universiteit Brussel (VUB, version néerlandophone de l'ULB), avant de fréquenter l'Université Northwestern à Evanston dans l'Illinois aux États-Unis, où il obtient un MBA en Management en 2004. Avant sa carrière politique, il a travaillé pour le Boston Consulting Group en qualité de chef de projet. En 2006, il fonde une société appelée Darts-ip, spécialisée dans la fourniture de services aux professionnels de la propriété intellectuelle.

L'ancien Premier ministre belge doit remplacer l'environnementaliste germano-brésilien Achim Steiner, qui a fait toute sa carrière dans les organisations internationales et a dirigé le PNUD depuis 2017. Il a quitté cette position en juin 2025 après six ans à l'issue de ses deux mandats. Au moins trois autres candidats étaient en lice pour ce poste vacant depuis le 9 juin. Le PNUD est basé à New York et fournit aux pays en développement des conseils et un soutien pour lutter contre la pauvreté.



L'ancien Premier ministre libéral du royaume de Belgique, M. Alexander De Croo, deviendra directeur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), selon l'annonce faite le 21 octobre 2025 par plusieurs médias et confirmée par diverses sources. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a proposé le nom de De Croo pour ce poste clé, ont précisé les sources.

Par Jean-David Dozema

Il s'agit d'une nomination qui marque une étape majeure dans la carrière internationale d'Alexander De Croo, qui rejoint l'ONU à la direction du PNUD et occupera également la fonction de Secrétaire général adjoint.

Selon la procédure, sa nomination doit encore être formellement approuvée par le conseil d'administration du PNUD, puis soumise à un vote à l'Assemblée générale des Nations Unies. « Pour la procédure de nomination, nous nous référons, comme il se doit, au Secrétaire général de l'ONU », a déclaré le porte-parole de M. De Croo, redevenu député fédéral et bourgmestre de Brakel, en Flandre orientale au nord de la Belgique.

Le départ pour les Nations unies de l'ex-Premier ministre libéral flamand (Open VLD) sous-entend au niveau politique belge qu'il quittera la Chambre des représentants, mais également il cédera son majorat de Brakel.

Le président de sa formation politique, Frédéric De Gucht, n'a pas manqué de féliciter son collègue du parti. « Nous sommes extrêmement fiers qu'un libéral belge accède au troisième poste le plus élevé à l'ONU. C'est une belle reconnaissance de votre dévouement, de votre vision et de votre leadership. Vous avez été important pour notre pays, et vous le serez désormais pour le monde entier », a-t-il déclaré.

Alexander De Croo, qui a également été contacté par des membres de l'organisation pour présenter sa candidature, bénéficie aussi du soutien du gouvernement belge, notamment de l'actuel Premier ministre Bart De Wever (N-VA) et du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot (Les Engagés), avec qui tout a été discuté, a confirmé le cabinet du chef de la diplomatie belge.

Partenariat UE-Afrique

Définir les priorités communes en vue du Sommet de Luanda

Le Parlement européen s'est réuni le 23 octobre 2025 et a adopté une résolution, qui se décline en une vingtaine de points et qui définit les priorités communes dans le cadre du renouvellement du partenariat UE-Afrique, en prévision du sommet qui se tient les 24 et 25 novembre à Luanda en Angola, convaincu que l'Afrique et l'Europe sont des continents dont les avenir sont étroitement liés.



Image d'archive : novembre 2017 : La chancelière allemande Angela Merkel avec le président de l'Angola Joao Lourenco lors du sommet UE-Afrique à Abidjan. (Source : fr.businessam.be)

« Une coopération respectant le droit international et protégeant les civils »

Face à la propagation des conflits, du terrorisme djihadiste, des coups d'État militaires et de l'effondrement des États, du recul démocratique et de l'extrémisme violent dans plusieurs régions d'Afrique, les parlementaires appellent à une approche globale combinant défense, consolidation de la paix, mesures de sécurité, prévention, déradicalisation et développement socio-économique et soulignent que la coopération doit respecter le droit international, protéger les civils et promouvoir les réformes de la gouvernance.

Ils déplorent également la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans la région du Sahel, en particulier au Mali, au Niger et au Burkina Faso, où de vastes zones restent sous le contrôle de groupes armés et où les civils sont confrontés à des déplacements massifs et à l'insécurité alimentaire, mais aussi le fait que la crise se propage aux démocraties côtières d'Afrique de l'Ouest et crée de dangereux vides de pouvoir suite au retrait des missions internationales.

Union Européenne-Union Africaine
(Source : ci.ambafrance.org)



Par Victor Olembo Lomami

Aux termes de la résolution, l'UE qui vise à être le premier partenaire de l'Afrique en matière de commerce, d'investissement, d'aide au développement, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité, d'énergie et de transformation numérique, a salué le récent accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, mais déclare demeurer profondément préoccupée par la persistance des violences et de l'insécurité dans l'est de la RDC, en particulier au Nord-Kivu et en Ituri.

À cet effet, le Parlement européen appelle l'UE à jouer un rôle actif et coordonné dans le soutien à la mise en œuvre du processus de paix, en mettant l'accent sur le renforcement de l'inclusion et de la participation des femmes, de l'accès humanitaire et de la protection des civils, avant de souligner que pour parvenir à une stabilité durable, il est nécessaire de s'attaquer aux dimensions éco-

nomiques du conflit, notamment à l'exploitation illégale des ressources naturelles et des matières premières, et de garantir la justice pour les victimes de crimes de guerre, notamment les violences sexuelles liées au conflit. Les parlementaires européens ont également exhorté la Commission et le Conseil à suspendre immédiatement le protocole d'accord UE-Rwanda sur les chaînes de valeur durables des matières premières jusqu'à ce que le Rwanda prouve qu'il cesse son ingérence et ses exportations de minerais pillés dans les zones contrôlées par le M23.

Ils sont d'avis qu'une paix durable est une condition préalable au développement et à la prospérité et, dans ce cadre, soutiennent les efforts menés par l'Afrique dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) et saluent le soutien de l'UE par le biais de la Facilité européenne pour la paix, avant d'appeler à un financement prévisible des opérations mandatées par l'UA, notamment par le biais des contributions obligatoires des Nations unies.

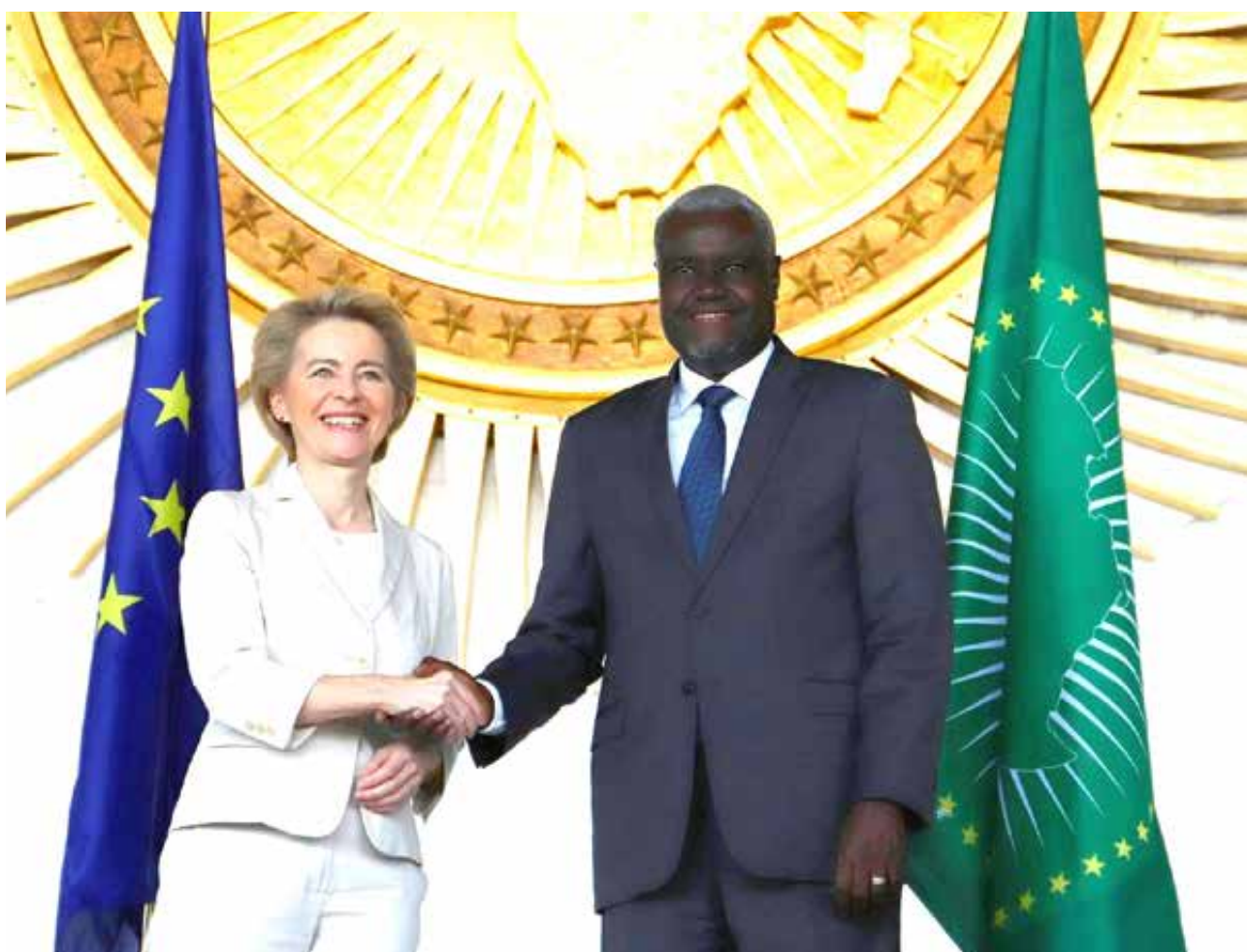
La résolution condamne à ce propos la stratégie déstabilisatrice de la Russie dans la région, notamment sa décision d'intégrer le Groupe Wagner au Corps africain contrôlé par le gouvernement et ses pratiques prédatrices d'acquisition de ressources. Elle note que le recours à ce soutien par les juntes militaires n'a pas stabilisé la situation et a permis aux groupes terroristes de regagner du terrain, avant de regretter que la Mission de formation de l'UE au Mali, la Mission de partenariat militaire de l'UE au Niger et la Mission de renforcement des capacités de l'UE au Niger ainsi que d'autres déploiements internationaux n'aient pas permis d'instaurer une paix durable.

Le Parlement européen exprime en outre sa profonde préoccupation face à la violence, à l'instabilité politique et aux crises humanitaires persistantes, en particulier au Soudan, où les combats entre les forces armées régulières et les forces de soutien rapide ont fait de nombreuses victimes civiles et entraîné des déplacements ainsi que des violations généralisées des droits de l'homme.

Il note une fragilité similaire en Libye, avec l'absence de réconciliation nationale et une instabilité qui affecte la sécurité africaine et européenne et appelle instamment à un engagement renouvelé de l'UE, en étroite coopération avec les Nations unies, afin de promouvoir un processus politique unifié, des élections transparentes et le retrait des mercenaires étrangers.

Saluant la contribution de la mission d'assistance militaire de l'UE au Mozambique au rétablissement de la sécurité à Cabo Delgado, le Parlement souligne la nécessité d'intégrer les droits de l'homme, la résilience communautaire et les principes de bonne gouvernance afin de garantir une stabilité durable et la confiance locale.

Il souligne le rôle de la mission de l'UE en Somalie relative au renforcement des capacités de la police somalienne, ainsi que celui de la sécurité maritime et de l'État de droit, avant d'appeler à une coordination plus étroite avec les partenaires internationaux et à l'intégration des travaux de la mission dans les efforts plus larges de l'UE visant à renforcer la gouvernance, la justice et la résilience face au terrorisme.



La présidente de la Commission européenne Ursula van der Leyen et M. Moussa Faki Mahamat, alors président de la Commission de l'Union africaine (image d'archive / 7info.ci)

UE : un paquet d'investissement en Afrique d'au moins 150 milliards d'euros pour 2030

Le Parlement européen appelle en outre à un partenariat UE-Afrique fondé sur le respect mutuel, les intérêts communs et la compréhension que les deux continents sont plus forts ensemble, dans une action multilatérale comme moyen le plus efficace d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir la paix, la prospérité, la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, le commerce durable et le développement humain.

Dans le même cadre, la résolution appelle au renforcement de la coopération UE-Afrique en matière de sécurité et de défense, notamment en mettant en place une capacité conjointe de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et les ingérences extérieures, en particulier dans les États fragiles ainsi que du soutien les programmes en faveur de la résilience communautaire, de l'engagement des femmes et des jeunes et de la reconstruction post-conflit.

Le Parlement souligne l'importance d'un engagement transparent et fondé sur des valeurs, en contraste avec l'influence des puissances extérieures, notamment la Chine et la Russie, dont les activités financières, sécuritaires et de désinformation opaques risquent de compromettre la souveraineté, la stabilité et la gouvernance démocratique en Afrique. Il s'inquiète également de l'influence politique croissante de la Chine en Afrique et de l'ex-

pansion de ses initiatives mondiales, notamment l'initiative « la Ceinture et la Route », notant que ces projets qui ont mobilisé des investissements importants manquent souvent de transparence et peuvent créer des dépendances économiques.

La résolution reconnaît l'importance stratégique des matières premières essentielles pour l'Afrique et l'Europe, souligne que la coopération dans ce domaine doit être fondée sur le bénéfice mutuel, la transparence et la durabilité, et estime que les initiatives menées dans le cadre du programme d'investissement Afrique-Europe de la Passerelle mondiale devraient favoriser des chaînes d'approvisionnement résilientes, équitables et respectueuses de l'environnement.

Le sommet de Luanda, qui coïncide avec le 25ème anniversaire du partenariat entre l'UE et l'UA, intervient à un moment charnière alors que l'Angola exerce la présidence tournante de l'Union africaine. Pour l'Europe, l'Afrique est une priorité géopolitique essentielle, l'UE étant le principal partenaire de l'Afrique dans les domaines de l'énergie, de la paix et de la sécurité, de la transition écologique, du commerce et des investissements ainsi que de la transformation numérique, mais également le premier partenaire commercial des pays africains pris collectivement, et de loin leur plus grand marché d'exportation, devant la Chine, l'Inde et les États-Unis. Ensemble, les pays africains constituent le quatrième partenaire commercial de l'UE.

Afin de financer l'ambition commune pour 2030, l'UE a adopté un paquet d'investissement d'au moins 150 milliards d'euros. L'Union africaine est un organe continental regroupant depuis 2002 les pays du continent africain, succédant à l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1963-1999).



Tunnel «Poutine-Trump»

Moscou ressuscite le vieux projet de relier les États-Unis à la Russie

À la faveur d'un réchauffement des liens avec Washington, un émissaire de Vladimir Poutine a remis sur le tapis un projet de liaison entre l'Alaska et la Sibérie, connectant à la même occasion les États-Unis à la Russie. Rapprocher les continents : une idée qui ne date pas d'hier, mais dont la portée symbolique reste forte.



Donald Trump et Vladimir Poutine en novembre 2024 (Image d'illustration)
© KREMLIN POOL/PLANET PIX/ZUMA/REA

Par Onésia Afrika avec Rfi

Imaginez relier les États-Unis et la Russie, les Amériques et l'Afro-Eurasie ». Le 16 octobre, sur X, Kirill Dmitriev, président du Fonds d'investissement direct russe (RDIF) et figure clé du dialogue entre Moscou et Washington, a adopté le ton des entrepreneurs visionnaires pour relancer un vieux rêve : relier la Tchoukotka et l'Alaska, via le détroit de Béring. Comment ? Grâce à un « tunnel Poutine-Trump, lien de 112 km symbolisant l'unité », précise-t-il plans à l'appui. L'émissaire du président Vladimir Poutine chargé des questions économiques à l'international a tagué Elon Musk : selon lui, le projet pourrait être réalisé non pas pour les 65 milliards de dollars traditionnellement avancés, mais pour 8 milliards (6,9 milliards d'euros). Et ce grâce à la Boring Company, une société de forage de tunnels, créée par le patron de X et Tesla lui-même. Le post se conclut par un émoji « poignée de mains »

entre les drapeaux américain et russe.

De quoi titiller l'appétit de businessman de Donald Trump et celui des magnats des utopies industrielles Elon Musk. Interrogé, le président américain a d'ailleurs jugé la proposition « intéressante ». Mais le projet de connecter les deux continents ne date pas d'hier. Toujours sur le réseau social, Kirill Dmitriev a d'ailleurs expliqué que l'idée lui était venue en consultant des archives soviétiques récemment déclassifiées sur l'assassinat de John F. Kennedy.

Il a reproduit un document présenté comme la lettre d'un Américain adressée au dirigeant soviétique de l'époque Nikita Khrouchtchev, montrant une carte dessinée à la main matérialisant ledit ouvrage, sur laquelle est indiqué : « Le pont Kennedy-Khrouchtchev pour la paix mondiale pourrait et devrait être construit entre l'Alaska et la Russie ».

Mais on trouve déjà trace du projet en 1890, lorsque le gouverneur du Colorado, William Gilpin, imaginait un « Cosmopolitan Railway » (chemin de fer cosmopolite, en français)

qui relierait le monde entier. Dans la foulée, Joseph Strauss, qui fut par la suite ingénieur en chef du projet du Golden Gate Bridge à San Francisco, a présenté la première proposition de pont ferroviaire sur le détroit de Béring, rejeté par le gouvernement tsariste. Au XX^e siècle, l'intérêt ne s'est pas démenti, au gré des réchauffements de la guerre froide. Un des promoteurs les plus enthousiastes du projet est Viktor Razbegin, ingénieur russe et cofondateur dans les années 1990 du projet d'Intercontinental Railway, censé relier l'Eurasie à l'Amérique du Nord. Selon le *Komsomolskaïa Pravda*, il aurait présenté son scénario de liaison : « 4 000 km de voie ferrée côté russe, 2 000 km côté américain et 100 km de tunnel, sorties comprises. Les îles Grande en Russie et Petite Diomède côté américain serviraient à la ventilation et à la maintenance. » Le média russe affirmait alors que l'investissement pourrait être rentabilisé en quinze ans, pour une construction étalée sur sept à huit ans.

Mais derrière les envolées lyriques et les promesses de prouesses technologiques, il y a la réalité. « C'est un projet qui revient à intervalles plus ou moins réguliers. À chaque fois, ça a échoué pour les mêmes raisons », commente Frédéric Lasserre, professeur de géographie à l'Université de Laval au Québec, qui a travaillé sur l'Arctique et la géopolitique des transports.

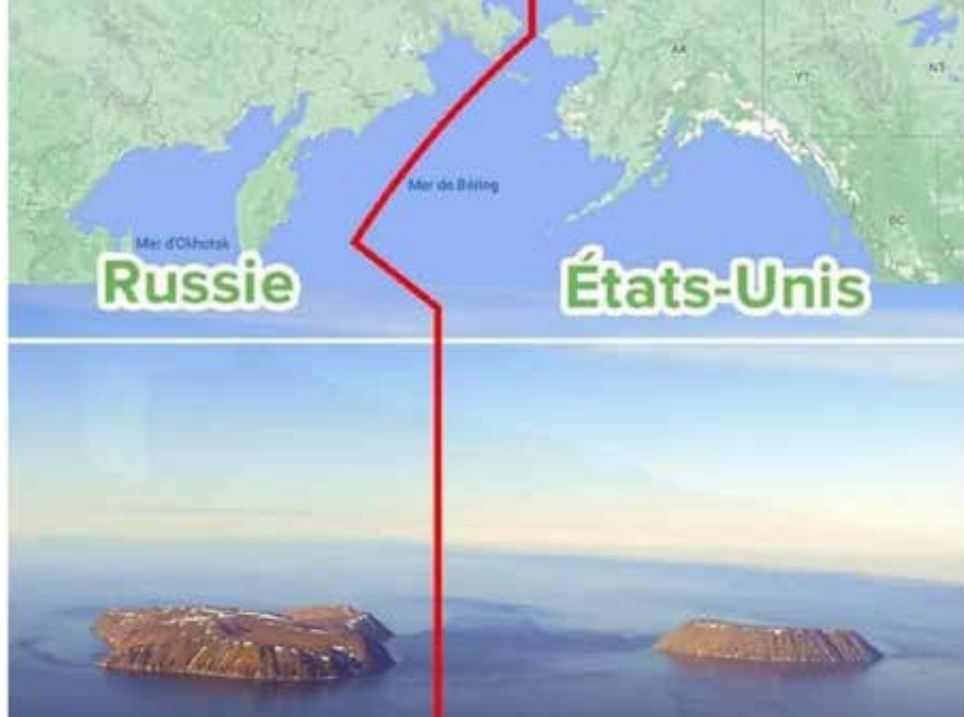
Un mirage logistique au milieu de nulle part

L'une des principales, c'est l'isolement extrême de la zone. Le détroit de Béring, ce passage de quelques dizaines de kilomètres, est l'un des endroits les plus isolés de la planète. Et si creuser un tunnel de 100 km sous la mer, soit quasiment le double du tunnel sous la Manche, est un défi technique, un autre problème se pose : « Le détroit de Béring est au milieu de nulle part du point de vue des in-

frastructures de transport », explique le géographe.

Côté russe, la ville la plus proche reliée par le rail est Yakoutsk, à plus de 2 500 kilomètres. Côté américain, à quelque 800 km à vol d'oiseau du détroit, une voie ferrée relie Fairbanks à Anchorage, mais elle n'est pas connectée au réseau continental nord-américain. Au-delà du tunnel, il faudrait donc aussi construire ou prolonger des milliers de kilomètres de voies ferrées et de routes dans des régions quasi désertes et glaciales.

Si les promoteurs du projet en vantent la dimension visionnaire, Frédéric Lasserre remet en question, comme beaucoup d'autres, sa viabilité économique. Longtemps évalué autour de 60-65 milliards de dollars pour le projet complet, selon les études menées dans les années 2000-2010, le coût de l'ouvrage seul pourrait, selon les dires de Kirill Dmitriev, être réduit grâce à la société de forage d'Elon Musk. Mais même, il ne couvrirait que le tunnel lui-même : des dizaines et des dizaines de milliards de dollars supplémentaires seraient nécessaires pour raccorder l'Alaska et la Sibérie à leurs réseaux ferroviaires respectifs. À cela, il faut ajouter, estiment les spécialistes, les contraintes exceptionnelles liées à un tel chantier, en premier lieu les conditions climatiques extrêmes. Le projet Intercontinental Railway lui-même reconnaissait dès 2008 que le site du détroit serait extrêmement difficile à desservir : aucun port en eaux profondes ni route permanente ne mène jusqu'aux côtes, et les glaces limitent l'accès maritime à quelques mois par an. Et si techniquement la profondeur du détroit rendrait le creusement possible, la sismicité et la pression des glaces en ferait un chantier dantesque, sans comparaison avec le tunnel sous la Manche, souvent évoqué par les partisans du projet.



Le Détroit de Béring, séparant la Russie et les États-Unis (Source : akondanews.net)

Un projet relevant plus des relations publiques que des gains économiques

Mais surtout, « il n'y a pas vraiment de besoins qui puissent être satisfaits par cette solution », selon Frédéric Lasserre, qui pointe l'absence de rentabilité d'un tel projet. Pour l'heure, les ressources – pétrole, minerais, etc. – extraites en Alaska ou en Sibérie sont orientées vers les ports les plus proches, afin d'être exportées par voie maritime sur les marchés mondiaux. « Même la rationalité économique d'un lien entre l'Extrême-Orient russe et l'Alaska, je ne la comprends pas très bien », insiste-t-il.

Pour lui, l'argument du gain de temps pour les flux de fret entre l'Asie et l'Amérique du Nord ne tient pas non plus : « Certes, le passage par la voie ferrée serait plus rapide que par bateau, mais il coûterait beaucoup plus cher. Si on demande aux expéditeurs de payer trois fois plus pour gagner quelques jours, je

ne suis pas sûr qu'ils décident de mettre leurs conteneurs sur une voie ferrée ».

Même si dans un autre post, Kirill Dmitriev assure qu'une étude de faisabilité a été lancée il y a six mois, le projet semble toujours relever du fantasme. Alors pourquoi continue-t-il de ressurgir ? « Je pense qu'on a ressorti ce projet des tiroirs à des fins essentiellement de relations publiques. C'est un geste politique », analyse Frédéric Lasserre.

Dans le contexte actuel de tensions, ce « tunnel Poutine-Trump » tient du symbole : une main tendue qui vise à montrer qu'une coopération est possible, au-delà des conflits, un moyen pour Moscou de faire oublier son isolement diplomatique. Kirill Dmitriev use d'ailleurs de tous les symboles pour marquer – émoji poignée de mains, colombe de la paix. C'est aussi une opération de séduction à l'endroit de Donald Trump qui se rêve en bâtisseur. Relancé à chaque période de détente entre Washington et Moscou, ce fantasme de tunnel qui relierait les continents en dit sans doute moins sur l'avenir du transport que des relations russo-américaines.



Poutine et Trump lors de leur rencontre à Hambourg au G20, en juillet 2017. © Reuters

Des sanctions sévères des États-Unis à l'égard de la Russie



Sanctions US contre la Russie : déjà des conséquences sur le reste du monde (Source : lanouvelletribune.info)

Les États-Unis viennent de sanctionner gravement la Russie, à la suite de ses bombardements intempestifs sur l'Ukraine, alors que Vladimir Poutine indiquait le 23 octobre que les sanctions américaines infligées à son pays étaient « sérieuses » mais n'auront pas « d'impact significatif » sur l'économie.

Par Onéscha Afrika avec RFI

Le Président Donald Trump a annulé sa rencontre prévue à Budapest avec son homologue russe qui, de son côté a plaidé pour la poursuite du « dialogue ». Vladimir Poutine a estimé, selon les agences de presse russes, que les sanctions adoptées la veille par Washington sont « sérieuses et peuvent avoir certaines conséquences, mais elles n'auront pas d'impact significatif sur notre santé économique ». Il a souligné que ces restrictions étaient « une tentative de pression ». « Mais aucun pays ou peuple qui se respecte ne prend jamais de décision de cette manière », a-t-il poursuivi, assurant que le secteur pétrolier russe se sentait « confiant et déterminé ». Les sanctions prises par Washington impliquent le gel de tous les actifs de Rosneft et Lukoil aux États-Unis ainsi que l'interdiction à toutes les entreprises américaines de faire des affaires avec ces sociétés. Rosneft, dont le gouvernement russe est l'actionnaire majoritaire, affirme produire environ 40% du pétrole russe et Lukoil, une entreprise privée, autour de 15%. Les deux groupes, qui produisent aussi du gaz, sont des piliers de la

rente des hydrocarbures permettant de financer la guerre contre Kiev.

Le président Vladimir Poutine a par ailleurs plaidé en faveur de la poursuite du « dialogue » après l'annonce du report de sa rencontre avec Trump. « Le dialogue est toujours préférable à la confrontation, aux disputes et encore plus à la guerre », a-t-il déclaré. « Si nous renonçons aux mesures coercitives, mais engageons plutôt un dialogue sérieux sur les perspectives d'avenir, y compris dans le domaine économique, alors nous avons de nombreux domaines dans lesquels nous pouvons collaborer », a-t-il précisé.

Poutine promet une réponse « très forte » en cas de frappes de missiles Tomahawk

Par contre, le président russe a menacé d'une réponse « très forte » en cas d'attaque du territoire russe par des missiles américains Tomahawk, dont l'Ukraine réclame la livraison de la part de Washington. Il a mis en garde contre toute fourniture de Tomahawk à l'Ukraine, qui constituerait une « escalade » dans le

conflit. « Si de telles armes sont utilisées pour frapper le territoire russe, la réponse sera très forte. Pour ne pas dire stupéfiante. Qu'ils y réfléchissent bien », a-t-il martelé. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky n'avait pas réussi au cours de sa visite à Washington mi-octobre à convaincre Donald Trump de livrer des Tomahawk à Kiev.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a quant à elle dénoncé les sanctions américaines, affirmant que la Russie était « immunisée » contre ces pressions économiques. « Nous considérons cette démarche comme étant exclusivement contre-productive », a déclaré Maria Zakharova lors de son briefing hebdomadaire. « Si l'administration actuelle des États-Unis commence à suivre l'exemple de ses prédécesseurs (...), le résultat sera tout aussi désastreux du point de vue de la politique intérieure (américaine) et négatif pour la stabilité de l'économie mondiale », a-t-elle commenté. « Notre pays continuera à développer avec assurance son potentiel économique, y compris dans le domaine énergétique », a-t-elle assuré.

L'annonce des sanctions américaines intervient alors que les pays de l'Union européenne viennent d'adopter un dix-neuvième train de sanctions et en préparent un vingtième. Objectif : enrayer le secteur russe d'hydrocarbures qui finance la machine de guerre du Kremlin. Les réactions sur les marchés ne se sont pas fait attendre. En Europe, les cours du baril de Brent de la mer du Nord et du WTI américain ont pris plus de 5%. Les investisseurs craignent les tensions sur l'offre

Éclaircie dans le ciel belge avec le survol des premiers F-35

Peu avant 15 heures le lundi 13 octobre, trois avions de chasse F-35 Lightning II fraîchement acquis par l'armée belge ont survolé à deux reprises la base de Florennes en Belgique, sous les yeux du roi Philippe, avant d'y atterrir. Ce sont les premiers des quatre F-35 commandés par Bruxelles pour remplacer ses vieux F-16.

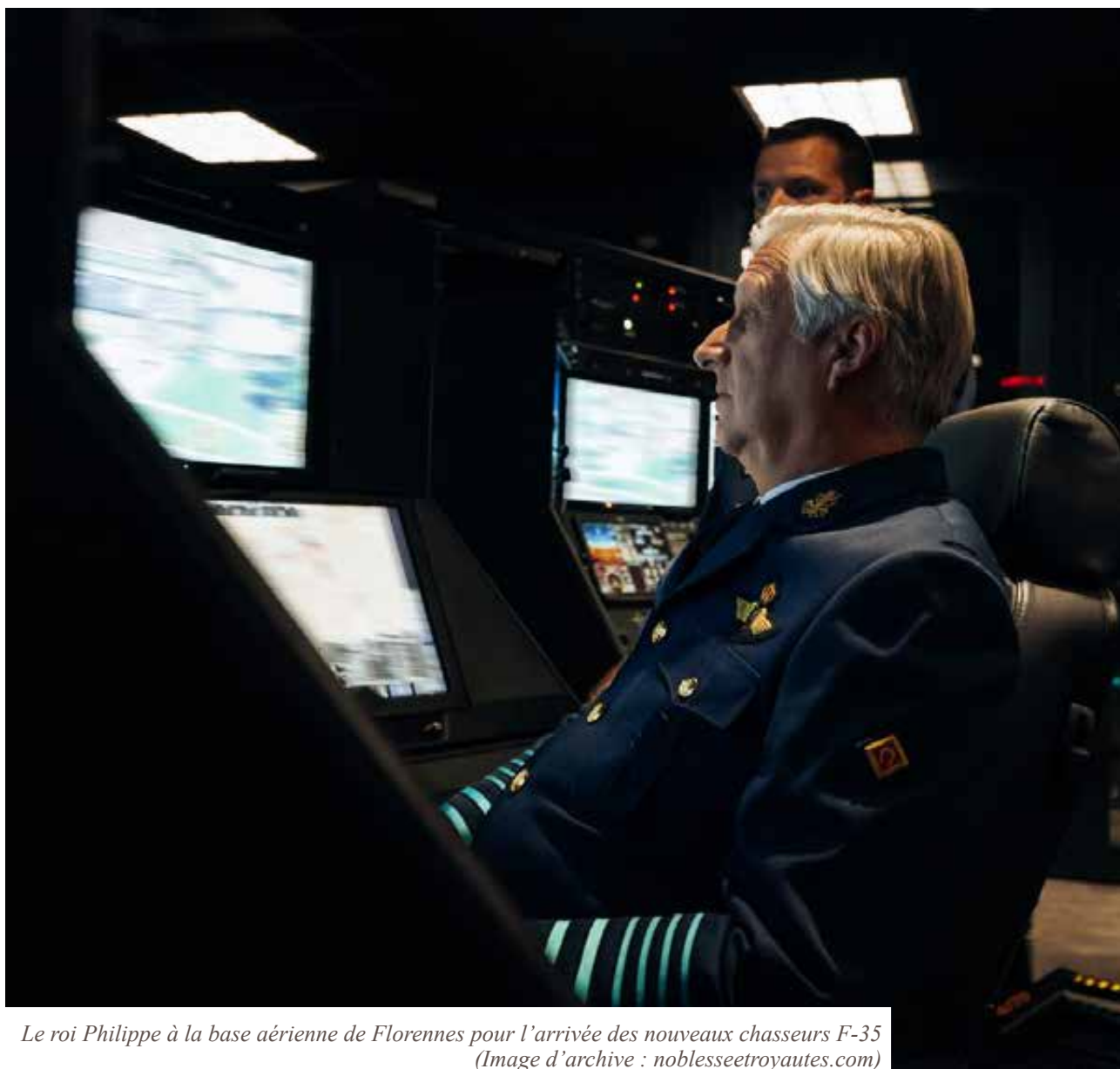
Par J.C. Nlandu

« Historique », à en croire les différents discours prononcés pour saluer l'arrivée des premiers F-35 commandés par l'armée belge auprès du fabricant américain Lockheed Martin à Forth Worth au Texas. Les avions remplaçant les F-16, qui continueront néanmoins à voler jusqu'en 2028, avaient quitté le site Lockheed Martin au Texas avant de pénétrer dans l'espace aérien belge, après un vol transatlantique de 10 heures en tenant compte des escales de ravitaillement en vol assuré par un Airbus A330.

Une fois posés, les avions ont été baptisés comme de coutume par des jets d'eau des pompiers avant de rejoindre la flight line où, parmi les centaines de convives et plusieurs ministres ainsi qu'une foule compacte et une cinquantaine de journalistes, le roi Philippe paré pour la circonstance de son costume d'ancien pilote de la Force aérienne, a félicité les pilotes avant de s'installer dans un cockpit de l'un des trois F-35.

Plus rapides et plus modernes, « les nouveaux avions de chasse ainsi acquis ont 40 ans de différence avec les anciens F-16. Le cockpit est plus grand et beaucoup plus agréable et il y a beaucoup moins de boutons, tout se concentre sur l'écran tactile devant le pilote et qui donne une excellente visualisation de la situation tactique et permet de voir des choses avant tous les autres avions », s'est vanté le lieutenant-colonel aviateur Tanguy Fripiat, chef d'escadrille, à bord de l'un des trois F-35.

Le quatrième avion est resté sur la base de Lajes aux Açores parmi les escales, pour un problème technique. Rien de grave. L'appareil pouvait aussi bien effectuer le trajet mais la Force aérienne belge n'a voulu prendre aucun risque avec un avion bourré de technologie et juste sortie d'usine. « Un avion de chasse, c'est une technologie de pointe. En une quarantaine de vols, jamais je suis resté une seule fois au sol. Aujourd'hui, on a eu de la malchance », s'est contenté d'expliquer le chef d'escadrille.



Le roi Philippe à la base aérienne de Florennes pour l'arrivée des nouveaux chasseurs F-35 (Image d'archive : noblesseetroyautes.com)

« Le F-35 non seulement une arme mais aussi un outil de dissuasion et de stabilité »

« La guerre de l'Ukraine montre ce qu'il se passe lorsqu'aucune des deux parties ne contrôle les espaces aériens : une longue guerre d'usure », a estimé le chef d'état-major général de l'armée belge, le général Frederik Vansina qui a affirmé que « le F-35 est conçu pour assurer la supériorité aérienne et nous permettre de combattre selon nos propres conditions, une capacité qui dissuade nos adversaires et qui fait du ».

Pour sa part le ministre de la Défense Théo Francken a salué l'audace de son prédécesseur du même parti, le NVA Steven Vandeput, à l'origine du contrat signé avec Lockheed en 2018 sur la livraison de 34 F-35, pour son «

audace malgré certaines oppositions de faire le choix décisif pour l'avenir de la Défense », ajoutant, alors que le dernier des 34 avions dits de la 5ème génération doit être livré en 2030, qu'il a lui-même la ferme intention de commander onze appareils supplémentaires. « Il n'y a pas de meilleur avion », a assuré le nationaliste flamand.

Huit avions ont déjà été livrés à la Belgique mais ils restent stationnés à la base américaine de Luke en Arizona pour la formation des pilotes et des techniciens. Plus qu'une simple version Top Gun, le F-35 est un système, qui anticipe dans la détection des avions ennemis qui sont eux-mêmes aujourd'hui des systèmes tout aussi complexes de moyens de détection, de missiles, de drones et autres. Les premiers F-35 belges devraient être opérationnels en 2027 et atteindre leur pleine puissance en 2030 lorsque le dernier appareil sera livré.

Maduro assure que le plan de défense contre la menace américaine est au point

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a affirmé le 18 octobre que le plan de défense face aux « menaces » des États-Unis était complet, après avoir achevé des exercices militaires dans les quatre régions du pays, au moment où Washington affirme lutter contre les narcotrafiquants.

Par Onésa Afrika avec Rfi

« Aujourd'hui nous avons complété toutes les zones de défense intégrale, dans tous les États du pays. Toutes les entités fédérales sont prêtes », a martelé Nicolas Maduro. Après plusieurs semaines de préparation, le président vénézuélien a annoncé le point final du déroulé de son plan « Indépendance 200 », une union nationale pour chercher à gagner via le chemin de la paix destiné à défendre le pays contre la menace américaine, selon Maduro, au pouvoir depuis 2013, pour décrire son plan.

Pour rappel, les États-Unis ont déployé sept navires de guerre dans les Caraïbes, et un dans le golfe du Mexique, officiellement dans le cadre d'une opération contre le narcotrafic, visant particulièrement le Venezuela. Les

Américains ont déjà procédé à au moins six frappes sur des bateaux de narcotrafiquants présumés, tuant au moins 27 personnes au total. Pour Nicolas Maduro, Washington utilise le trafic de drogue comme prétexte « pour imposer un changement de régime » et s'emparer des importantes réserves de pétrole du pays.

Reste que les démonstrations militaires vénézuéliennes restent limitées. Certes Maduro a ordonné des exercices avec notamment des milliers de soldats aux frontières. Une grande partie des exercices militaires se déroulent pendant la nuit et ne se concluent pas par un déploiement pérenne. La police, la Protection civile et la Milice, un corps militaire composé de civils, participent également. Si l'on en croit les experts militaires, en cas d'attaque, l'armée vénézuélienne ne tiendrait pas longtemps face aux troupes américaines.

Nicolas Maduro (Photo : stabroeknews.com)

La Colombie accuse Washington d'avoir violé son espace maritime et tué un pêcheur

Le président colombien Gustavo Petro a affirmé en même temps que les États-Unis avaient violé l'espace maritime de son pays et tué un pêcheur au cours de leur déploiement militaire dans les Caraïbes, présenté comme une opération contre les narcotrafiquants. Washington a mobilisé sept navires et des avions de combat furtifs, entre autres.

« Des fonctionnaires du gouvernement américain ont commis un assassinat et violé la souveraineté de nos eaux territoriales. Le pêcheur Alejandro Carranza n'avait aucun lien avec le trafic de drogue et son activité quotidienne était la pêche », a fustigé le président sur X, ajoutant : « Le bateau colombien était à la dérive et avait activé le signal de panne en raison d'un moteur hors service. Nous attendons les explications du gouvernement des États-Unis ».

Selon le témoignage d'une proche partagé par le président sur X, « Alejandro Carranza est un pêcheur. Ce n'est pas juste qu'ils l'aient bombardé de cette façon. C'est une personne innocente qui partait gagner son pain quotidien », a déclaré Audenis Manjarres à la télévision publique, assurant que les pêcheurs ont cessé de sortir en mer par peur d'être bombardés.

Donald Trump accuse le président Maduro d'être à la tête d'une vaste organisation de trafic de drogue vers les États-Unis. Les autorités vénézuéliennes démentent toute implication et estiment que Washington cherche à imposer un changement de régime à Caracas et à s'emparer des importantes réserves de pétrole du pays.

Plus tôt samedi, Gustavo Petro avait annoncé qu'un autre citoyen colombien de 34 ans ayant survécu à une frappe américaine en octobre, accusé par les États-Unis de transporter de la drogue en mer des Caraïbes, était rentré au pays.

Selon les services américains, le sous-marin « était principalement rempli de fentanyl et d'autres drogues illégales ». Des semi-sous-marins construits dans des chantiers navals clandestins dans la jungle sont depuis des années utilisés pour transporter des stupéfiants depuis l'Amérique du Sud, en particulier la Colombie.



BULLETIN D'ABONNEMENT à ONESHA AFRIKA

À envoyer à : ONESHA AFRIKA srl – Service abonnement
 Av. Louise, 65 Bte 11 / 1060 Bruxelles
 e.mail: info@oneshaafrika.info
 Tél. +32 485 55 13 78 // +32 465 26 23 00

J'effectue le virement de Euros sur le compte ONÉSHA AFRIKA SRL :
 BELFIUS Banque / BE06 0689 5095 8422
 en précisant « *abonnement ONESHA AFRIKA Magazine* ».

Nom.....Prénom.....
 Adresse.....
 Téléphone.....e.mail.....
 Profession.....Date de naissance.....

Zone

Belgique	118 € pour 12 numéros (frais d'envois inclus)
Europe	150 €
Maghreb	250 €
Zone CFA	400 €
USA / CANADA	290 €
Reste du monde	350 €

Abonnement de soutien : 500 € / an

Abonnement d'honneur : 1.000 € / an



La Chambre africaine de l'énergie (AEC) prône l'industrialisation tirée par le gaz

La Chambre africaine de l'énergie a mis en avant l'importance du gaz dans la promotion du programme de sécurité énergétique de l'Afrique lors du Forum sur l'investissement dans le gaz qui s'est tenu à Lagos les 7 et 8 octobre 2025.



Par Onésa Afrika

A Lagos au Nigeria, la Chambre africaine de l'énergie (AEC) a souligné, le 15 octobre 2025, le rôle essentiel du gaz dans la promotion du programme de sécurité énergétique du Nigeria et de l'Afrique lors du récent Forum sur l'investissement dans le gaz à Lagos. Grace Orife, membre consultative du conseil d'administration, a estimé que le gaz est la pierre angulaire de la renaissance industrielle de l'Afrique, alimentant les usines, la production d'engrais, la production d'électricité et contribuant à la création d'emplois.

Elle a salué l'engagement du Nigeria à soutenir l'expansion du secteur gazier africain à travers son initiative « Décennie du gaz », lancée en 2021 et visant à maximiser les 210 000 milliards de pieds cubes (tcf) de réserves de gaz prouvées du pays afin d'accélérer la croissance économique nationale.

« Le gaz n'est pas seulement un combustible de transition, c'est la pierre angulaire de la renaissance industrielle de l'Afrique », a déclaré Dr Orife, soulignant le rôle du gaz dans la promotion du développement durable en Afrique.

« Il alimente nos usines, fournit des matières premières pour la production d'engrais, soutient la production d'électricité et crée des emplois tout au long de la chaîne de valeur », a-t-elle assuré.

Avec 600 millions d'Africains privés d'accès à l'électricité et 900 millions sans solutions de cuisson propres, les 620 tcf de ressources gazières du continent seront essentiels pour

parvenir à un accès universel à l'énergie et à un développement inclusif. Soulignant les progrès réalisés par le Nigeria, elle a cité des projets phares tels que les gazoducs Ajaokuta-Kaduna-Kano et Obiafu-Obrikom-Oben, l'extension du train 7 de NLNG ainsi que des initiatives du secteur privé telles que la coentreprise Assa North-Ohaji South entre NNPC Gas Infrastructure Company et Seplat Energy et le projet de développement gazier Ubeta, mené par NNPC et TotalEnergies.

18,2 milliards de dollars d'engagements dans le secteur pétrolier et gazier en 2025

Collectivement, ces projets soulignent la détermination du Nigeria à exploiter son potentiel gazier et à attirer les investissements. Rien qu'en 2025, ce pays a obtenu 18,2 milliards de dollars d'engagements dans le secteur pétrolier et gazier de la part d'investisseurs mondiaux. Ce qui témoigne de la confiance

dans l'environnement favorable porté par la loi sur l'industrie pétrolière (PIA) de 2021.

Dr Orife a également souligné le rôle de premier plan joué par le Nigeria dans le développement d'un gaz durable et à faible teneur en carbone, en citant des initiatives telles que l'installation flottante offshore de GNL UTM, le programme de commercialisation du gaz brûlé et le projet d'engrais et de pétrochimie de Brass. Elle a salué le déploiement par le Nigeria du gazoduc Nigeria-Maroc, du gazoduc transsaharien et de l'extension du gazoduc ouest-africain, avant de souligner la nécessité de renforcer les partenariats et d'accélérer le développement des infrastructures afin que le Nigeria puisse tirer parti des progrès réalisés dans l'expansion de son secteur gazier.

« Pour tenir cette promesse, il faut toutefois des investissements audacieux et une exécution délibérée, qu'il s'agisse de libérer les réserves, d'étendre les infrastructures, d'intégrer les chaînes de valeur en amont et en aval ou de créer des cadres de financement qui attirent les capitaux mondiaux », a déclaré M. Orife.

En tant que porte-parole du secteur énergétique africain, l'AEC plaide en faveur de la création d'environnements propices et encourage les partenariats stratégiques afin de garantir que les ressources gazières du continent favorisent une transformation inclusive et durable. Grâce à des initiatives telles que la conférence « African Energy Week : Invest in African Energies », qui s'est tenue du 12 au 16 octobre 2025 au Cap en Afrique du Sud, l'AEC encourage la coopération entre les investisseurs africains et mondiaux, positionnant l'expansion du marché gazier nigérian comme un modèle pour la croissance du continent.





Invest in African Energy pour un accès inégalé au marché énergétique

La conférence et exposition African Energy Week (AEW) : Invest in African Energy sera de retour au Cap du 12 au 16 octobre 2026, en tant que lieu de rencontre privilégié pour le secteur énergétique africain. Fort du succès de l'édition 2025, l'événement sera axé sur la conclusion d'accords, les partenariats et le renforcement des liens internationaux, et consolidera la position de l'Afrique en tant que plaque tournante énergétique de l'avenir. Avec une demande énergétique qui devrait quadrupler d'ici 2040, le continent a besoin de projets ambitieux et évolutifs. Parallèlement, les changements géopolitiques sur les marchés mondiaux ont mis en évidence la nécessité de diversifier les chaînes d'approvisionnement, et l'Afrique, avec ses bassins frontaliers et ses ressources importantes, apparaît comme le partenaire de choix. En Afrique du Nord, les principaux fournisseurs de gaz, tels que la Libye et l'Égypte, investissent massivement dans l'exploration et la production afin d'accroître leurs exportations et faciliter la croissance. L'Égypte a récemment signé trois accords d'investissement d'une valeur de plus de 121 millions de dollars pour l'exploration dans le désert occidental, le golfe de Suez et le nord du Sinaï, tandis que la Libye a lancé un cycle d'octroi de licences pour 22 blocs en 2025 dans le cadre d'une stratégie sur 25 ans visant à ajouter huit milliards de barils de pétrole brut à ses réserves.

L'Algérie prévoit également d'investir 60 milliards de dollars dans des projets énergétiques d'ici 2029 et fait la promotion de ses terres frontalières afin d'améliorer son profil en matière de réserves prouvées. Grâce à une stratégie pluriannuelle d'octroi de licences, le pays renforce sa compétitivité, avec pour objectif d'atteindre 200 milliards de mètres cubes de production de gaz au cours des cinq prochaines années.

Initiatives et développement des marchés établis

En Afrique australe, de grands pays pionniers tels que la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe se lancent dans la production de pétrole et de gaz, tandis que des marchés établis comme l'Angola augmentent leur production de brut. La Namibie s'apprête à produire son premier pétrole d'ici 2029, grâce à ses découvertes à Venus et Mopane ; le Zimbabwe fait progresser le projet gazier onshore de Cabora Bassa, tandis que l'Afrique du Sud recherche des investisseurs pour ses ressources gazières offshore et l'Angola de maintenir sa production au-dessus d'un million de barils par jour (bpj), avec une série de réformes. En Afrique de l'Est, le Mozambique poursuit trois grands projets de GNL, le projet Coral North FLNG devant conclure un investissement (FID) en octobre 2026 et le projet Rovuma LNG début 2026, tandis que les discussions sont avancées pour le projet Mozambique LNG. La Tanzanie pour sa part envisage sa première production de GNL et, en Ouganda, les champs Kingfisher et Tilenga sont sur le point d'entrer en production.

L'Afrique occidentale et centrale n'est pas en reste. Le Nigeria vise 2,5 millions de barils par jour d'ici 2027, la République du Congo 500 000 barils et le Gabon 220 000. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont récemment rejoint le groupe des producteurs de pétrole africains, respectivement dans le cadre des projets Sangomar et Baleine. Les projets gaziers régionaux ont également démontré le potentiel d'investissement. La République du Congo est sur le point de lancer la deuxième phase du projet Congo LNG, tandis que le Sénégal et la Mauritanie intensifient le projet Greater Tortue Ahmeyim.

Attirer les investissements dans les énergies renouvelables

Au-delà du pétrole et du gaz, l'Afrique fait progresser le développement de solutions à faible émission de carbone, en attirant les investissements dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert en vue d'un accès universel à l'électricité. Citons dans ce cadre l'Hydrogen Valley et le projet Coega Green Ammonia en Afrique du Sud, les 60 GW d'énergie hybride solaire et éolienne ainsi que 35 GW d'hydrogène vert en Mauritanie, les développements Hyphen Hydrogen et Daures Green Hydrogen en Namibie. Les grands projets hydroélectriques en RDC, en Éthiopie et en Gambie offrent également de nouvelles perspectives. Et AEW : Invest in African Energy 2026 ambitionne de lier capitaux avec projets et investisseurs avec les opportunités africaines, alors que le monde s'oriente vers un avenir énergétique à faible émission de carbone.

Immigration

Commémoration à Saint Josse de l'immigration congolaise en Belgique

Les cérémonies commémoratives de l'immigration congolaise en Belgique, organisées par la commune bruxelloise de Saint-Josse-Ten-Noode jusqu'au 5 décembre prochain, ont été lancées le mercredi 1er octobre dans l'enceinte de la Maison communale de cette municipalité par son bourgmestre, M. Emir Kir, en présence du ministre conseiller de l'ambassade de la RDC en Belgique, M. Jean-Marie Bolenga Biyagi, représentant le chef de la représentation diplomatique congolaise.

Par Cornelis Nlandu

« L'histoire de l'immigration congolaise en Belgique débute avec l'arrivée des marins, dont un groupe des déserteurs se sont retrouvés dans la commune de Saint-Josse en 1919, grâce à la proximité de celle-ci avec la gare du Nord », a expliqué le bourgmestre de cette municipalité, qui a loué le dynamisme des ressortissants congolais et le brassage des différentes cultures qui participent à la vitalité de cette entité.

Parmi les Congolais ayant résidé à Saint-Josse, il a cité le premier d'entre eux, le célèbre Paul Panda Farnana. Né en 1888 à Nzemba près de Banana dans la province du Kongo central, il arrive en Belgique à 7 ans et suivra plusieurs enseignements dont une formation d'agronome en Cultures coloniales à l'École d'Horticulture et d'agriculture de la commune de Vilvorde, avant d'être affecté au Congo belge en 1909 en tant que fonc-



Le bourgmestre Emir Kir et l'échevine Dorah Ilunga entourant deux Congolaises de Sainte-Josse

tionnaire du royaume en qualité de chef de cultures au Jardin botanique d'Eala près de Coquilathville, aujourd'hui Mbandaka dans la province de l'Équateur. Il est mort à Matabele le 12 mai 1930.

La première Maison africaine à Saint-Josse



Le bourgmestre adjoint de Selembao, Kinshasa, au milieu

La commune de Saint-Josse est également la première municipalité à accueillir, en 1960, une Maison africaine en Belgique, un lieu sensé accorder un logis aux étudiants africains qui avaient commencé à affluer autour de la même année et qui, souvent, ne disposaient d'aucun lien d'attache. Elle sera ensuite transférée à l'actuel quartier Matonge dans la commune d'Ixelles, où elle continue à fonctionner.

Pour sa part, le maire adjoint de la commune congolaise de Selembao, Me Claudian Moïna, invité à la cérémonie et dont la municipalité est liée à Saint-Josse par un jumelage, a salué la sollicitude des autorités de cette com-

mune bruxelloise qui, selon lui, « démontre que les Congolais ne sont pas abandonnés à leur sort dans ces violences qu'ils endurent en cette période de conflits dans l'Est ». Il a profité de l'occasion, en guise de gratitude, pour offrir des écharpes aux couleurs de la RDC notamment au bourgmestre de Saint-Josse et à l'échevine de la Cohésion sociale Mme Dorah Ilunga, d'origine congolaise.

Les cérémonies commémoratives de l'immigration congolaise en Belgique comprennent la pose de la plaque commémorative de la première Maison africaine, une exposition dénommée « Saint-Josse -ten-Noode la Congolaise » réalisée avec le concours du Musée de la Migration, le vernissage de l'exposition « Une histoire belgo-congolaise » réalisée par des élèves du Lycée communal Guy Cudell, du nom d'un ancien bourgmestre de Saint-Josse très proche de la communauté congolaise. Les cérémonies se clôtureront le 10 novembre avec la visite scolaire de la Stèle des soldats congolais érigée au cimetière de la commune et le parcours interactif sur les traces des migrants congolais.



« Génocide au Congo - Pour votre confort »

Un ouvrage référence sur les massacres et crimes de masse en RDC

Bruxelles, 6 octobre 2025 (ACP).- L'ouvrage intitulé «Génocide au Congo - Pour votre confort », au sujet des tragédies que vivent les populations dans l'Est de la République démocratique du Congo depuis une trentaines d'années, a été présenté par son auteur le 6 octobre au Press Club Europe, à Bruxelles, au cours d'une conférence de presse.

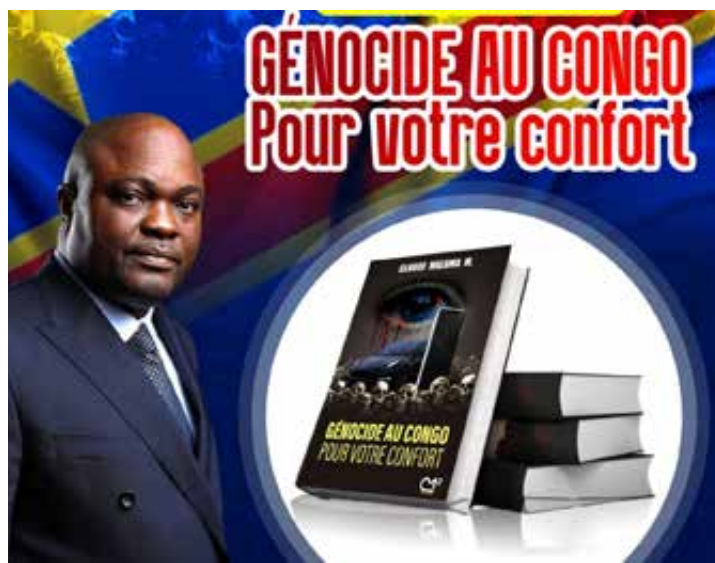
Par Jean Cornelis Nlandu

Paru aux Éditions CM2, ce livre de 341 pages avec des illustrations en quadrichromie « révèle comment, pour alimenter nos gadgets et voitures électriques, plus de 15 millions d'âmes ont été sacrifiées dans l'ombre d'une indifférence mondiale accablante », indique le synopsis de l'ouvrage. Pour l'auteur, M. Claude Maluma Mungongo, « il est inconcevable que la RDC, qui assure toute la modernité, que ce soit pour la fabrication de nos téléphones portables, les batteries électriques, les drones, les fusées et autres, soit récompensée par l'indifférence de la communauté internationale face au génocide auquel elle est confrontée ».

Paradoxalement, fait-il remarquer, la RDC a fait face à un embargo sur les armes alors qu'elle devait assurer la défense de son territoire et de ses populations, à l'instar de l'Ukraine à laquelle pourtant la communauté internationale octroie des centaines de milliards d'aide en armements. Pour l'auteur qui a également tenu une deuxième conférence le 11 octobre au Thon Hôtel Place Stéphanie, l'ouvrage s'impose comme un document de référence sur les preuves de génocide perpétré en RDC, avec des noms de généraux rwandais et les illustrations des méfaits commis par chacun d'entre eux.

À ce sujet, souligne M. Claude Maluma, en

envahissant son voisin derrière les rébellions successives, l'objectif du président du Rwanda, Paul Kagame, qu'il décrit dans le livre comme « le Hitler africain au service des puissances étrangères », est l'occupation des pans entiers, après avoir rayé les populations de la carte et dénaturé l'autorité coutumière, pourtant reconnue propriétaire des terres. Il a par ailleurs fustigé l'activisme de certains nationaux à la solde des étrangers, prévenant que tous que ceux qui ont pactisé avec les



ennemis de leur pays ont quitté ce monde, à l'inverse de toutes les personnalités rwandaises - le général James Kabarebe, Bizima Karaha ou encore Azarias Ruberwa comme d'autres - qui sont en vie. « Où sont Yero-dia Ndombasi, Katumba Mwanke, Gaëtan Kakudji et les différentes personnes qui ont accompagné James Kabarebe à Kinshasa ? C'est une leçon que les Congolais doivent tirer de la trahison, qui est une aventure sans lendemain », a conseillé M. Maluma.

Appel aux Congolais de la diaspora à se constituer en une banque d'investissement

Il s'est félicité de la récupération par Kinshasa de centaines de carrés miniers qui étaient détenus par des personnalités diverses en Afrique et dans le monde et qui, en réalité, constituaient autant de causes des violences dans l'Est de la RDC, chacune s'appuyant sur des milices incontrôlées. L'auteur a également prôné la maîtrise totale de leur économie par les Congolais, notamment ceux de la diaspora qui transfèrent entre 3 et 9 milliards de dollars chaque année vers leur pays, alors qu'ils peuvent être plus efficaces en se constituant en une banque d'investissement.

L'ouvrage est divisé en douze chapitres décrivant notamment les raisons du génocide, les richesses du Congo tant convoitées, les différentes guerres d'agression et surtout le régime de terreur du mouvement rebelle M23 ainsi que le choix de Kinshasa pour la paix, avant de clore sur la nécessité de la prise en main de l'économie congolaise. « Le livre, au-delà de la qualité du travail effectué par l'auteur pour présenter un récit cohérent sur un sujet d'actualité mais complexe de sensibilité, apparaît comme une œuvre citoyenne, un devoir de mémoire et un appel à la reconnaissance du génocide congolais », a conclu le modérateur de la conférence, M. Cornelis Nlandu-Tsasa, directeur à l'ACP Bruxelles et Rédacteur en chef d'Onésa Afrika.

L'auteur à gauche et le modérateur Cornelis Nlandu, à droite



France

Un braquage spectaculaire au Musée du Louvre

La ville lumière de Paris a été le théâtre, le dimanche 19 octobre, d'un braquage spectaculaire au Musée de Louvre, où « trois ou quatre » voleurs avaient opéré en « sept minutes » selon l'annonce faite sur X par la ministre de la Culture Rachida Dati, et ont volé plusieurs objets d'art dont des bijoux, avant de prendre la fuite.

Par Ruth Gloria Dozema



Musée du Louvre à Paris (Image : sortiraparis.com)

Le ministre français de l'Intérieur Laurent Nuñez a expliqué que les malfaiteurs « ont pénétré par l'extérieur en utilisant une nacelle qui était positionnée sur un camion », avant de fracturer une fenêtre. Ils sont en fuite avec leur butin d'une « valeur évaluée à 88 millions d'euros », a-t-il précisé, alors que le musée parisien, le plus visité au monde, a été fermé toute la journée « pour des mesures exceptionnelles ».

Le Louvre, situé au cœur de Paris, a accueilli près de 9 millions de visiteurs en 2024, dont 80 % d'étrangers. Une enquête a été ouverte pour vol en bande organisée et association de malfaiteurs en vue de commettre un crime, et a été confiée à la Brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne, avec le soutien de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC), a précisé le parquet qui a ajouté que « le préjudice est en cours d'évaluation » et que « les investigations sont en cours ».

Le braquage a eu lieu à l'ouverture du Musée du Louvre à Paris, a fait savoir la ministre de

la culture Rachida Dati qui assure qu'il n'y a « pas de blessés à déplorer ». « Je suis sur place aux côtés des équipes du musée et de la police. Constatations en cours », a écrit la ministre, qui a été rejointe sur place par le ministre de l'intérieur.

D'après le quotidien Le Parisien, neuf pièces de la collection de bijoux de Napoléon et de l'impératrice ont été dérobées. Les malfaiteurs ont pris la fuite avec des scooters puissants avec lesquels ils sont arrivés et dont un a été retrouvé. « Tous les moyens sont d'ores et déjà mis en œuvre pour retrouver le butin », a déclaré la préfecture de Paris au Monde.

Un braquage qui en rappelle d'autres

Plusieurs musées français ont été récemment visés par des cambriolages et des vols, mettant en lumière de possibles failles dans les dispositifs de protection et de surveillance. En septembre, des spécimens d'or natif ont été dérobés lors d'une effraction au Muséum

national d'histoire naturelle de Paris, qui a déploré une « perte inestimable » pour la recherche et le patrimoine. Il s'agit de spécimens d'or natif, c'est-à-dire de l'or sous sa forme naturelle, avait expliqué le musée, qui a évalué la valeur du préjudice à environ 600 000 euros.

Le même mois de septembre, un musée de Limoges, dans le centre de la France, faisant référence dans le domaine de la porcelaine, a également fait l'objet d'un cambriolage dont le préjudice a été estimé à 6,5 millions d'euros.

Invité sur le plateau d'un média, le ministre Laurent Nuñez a précisé que les malfaiteurs étaient venus sur des scooters puissants T Max et avaient pris la fuite de la même façon. Estimant qu'il s'agissait d'une « équipe très chevronnée », le ministre s'est montré rassurant, exprimant son « espoir que très rapidement les auteurs soient retrouvés, ainsi que les biens dérobés ». En réponse à une question, il a estimé qu'il était « possible aussi que les auteurs soient étrangers », sans toutefois apporter d'autre précision quant aux détails en sa possession pour l'affirmer.

Bouquet Suprême Parfumerie Suisse

VENTE PRIVÉE EXCLUSIVEMENT LUXUEUSE



EN SAVOIR PLUS

Fragrances de Luxe Extraordinaire



Découvrez l'Excellence Suisse,
Créée par Valery Pelendo



Nos parfums sont uniques, raffinés et captivants. Chaque note raconte une histoire de luxe et de sophistication. Rejoignez-nous pour découvrir l'essence de l'élégance suisse lors de notre vente privée exclusive en RDC.

Afrique du Sud

Le militant anti-apartheid Albie Sachs publie en français son journal de prison

Albie Sachs est un Sud-Africain qui a passé des années en détention dans les geôles du régime d'apartheid. Son journal de prison paraît bientôt en traduction française. Intitulé « Notre histoire mérite une fin heureuse ». Ce livre est un précieux témoignage sur les années de plomb en Afrique du Sud, doublé d'une réflexion sur l'engagement politique, l'écriture et la condition humaine.

Par Onésa Afrika avec RFI

L'ouvrage en anglais a été publié en 1966, après sa sortie de prison. « J'ai commencé à l'écrire en prison. Écrire m'a permis de survivre en prison où j'ai passé plusieurs semaines en isolement total. Je puisais aussi ma force dans mes souvenirs de lecture. Je lisais beaucoup à l'époque, principalement des ouvrages écrits par des prisonniers politiques. J'avais lu le grand livre sur la torture en Algérie, par Henri Alleg, avec une préface de Jean-Paul Sartre. Je connaissais également Écrits sous la potence de Julius Fucik, chef de la résistance contre les nazis à Prague, écrit en prison et sorti clandestinement avec l'aide des

gardiens. Enfin, je découvrais la poésie engagée et révolutionnaire du poète turc Nasim Hikmet, composée elle aussi derrière les barreaux », explique l'auteur dans une interview. Il révèle que quand il s'ennuyait, il chantait et que quand il avait épuisé le stock des chansons qu'il connaissait, il se mettait à faire le tour de la cellule, comme un tigre en cage, puis soudain, l'idée lui est venue de transformer cette souffrance en un livre. « J'avais toujours voulu être écrivain. J'aimais la littérature, surtout les romans. Je m'agaçais de constater que les allers et venues des policiers que je ne connaissais même pas rythmaient désormais ma vie : ils m'apportaient à manger, ouvraient et fermaient la porte. Je me levais quand ils entraient, je me rasseyais

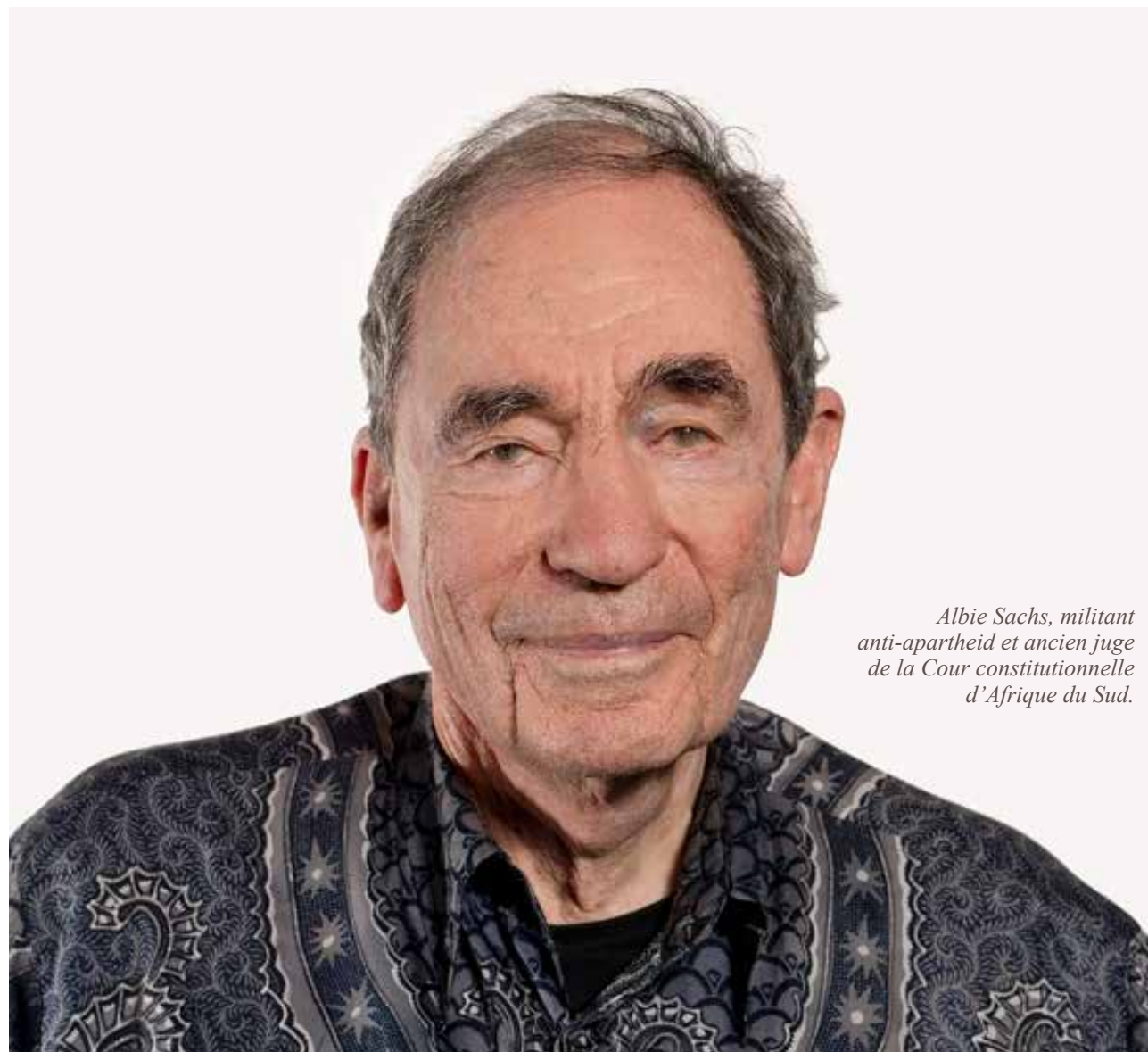
ou me recouchais quand ils sortaient. C'est eux qui avaient la commande de mon corps et de ses mouvements. Je me suis dit que je pouvais reprendre le contrôle du narratif en racontant mon histoire et cela m'a donné du courage. Ainsi, lorsque le tribunal a finalement ordonné qu'on me donne du papier, un crayon et l'accès aux livres, cela m'a aidé à mieux accepter mon sort ».

Mais la police surveillait tout ce que les prisonniers écrivaient. « Je me contentais de noter quelques mots pour ne pas oublier. Ce n'est qu'après ma libération que j'ai commencé à écrire véritablement. Mais même en dehors de la prison, je devais écrire en secret, car il était illégal pour moi d'écrire ou de publier quoi que ce soit. C'était également un délit pour quiconque de publier mes écrits, même de les taper à la machine ou simplement d'en posséder un exemplaire. J'ai donc écrit mon livre presque clandestinement et j'ai fait passer le manuscrit en Angleterre ».

Mais il est ensuite emprisonné une seconde fois, et cette fois torturé, notamment par privation de sommeil. Le chef de la brigade de police qui l'avait arrêté se vantait d'ailleurs d'avoir été formé en Algérie par la police secrète française. Affaibli à sa sortie de prison, il quitte son pays pour l'Angleterre, où le livre avait déjà été publié et où il a reçu un accueil à la fois populaire et critique très favorable.

Inspiré par Simone de Beauvoir pour pouvoir écrire sur rien

À la question de savoir ce qu'il y a à raconter sur la vie carcérale, il répond que la partie la plus difficile quand on écrit, c'est de savoir comment écrire sur rien. « Il ne se passe rien en isolement cellulaire. Il n'y a que vous et vos pensées. Donner une réalité à ce "rien" est une tâche plutôt ardue. Puis je me suis sou-



Albie Sachs, militant anti-apartheid et ancien juge de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud.



Le juge Albie Sachs s'est joint aux élèves de l'école secondaire de Camps Bay lors de la dernière Journée de la liberté pour partager l'histoire de sa vie et sa quête de liberté et de démocratie en Afrique du Sud. (Source : goodthingsguys.com)

venu de Simone de Beauvoir, que je lisais au début des années 1960. Ses livres m'avaient profondément marqué.

Simone de Beauvoir a écrit sur des militants politiques, mais pas sur leur engagement en tant que tel : elle s'intéressait à leurs personnalités, à leurs contradictions, à leurs interactions avec les autres militants. « C'est cela qui m'a donné quelques indications sur comment raconter mon histoire. Non pas comme un récit politique de résistance à l'oppression, mais comme une histoire universelle de lutte pour la liberté et contre l'oppression ».

Albie Sachs s'est engagé tôt dans l'activisme politique, à l'âge de 17 ans. Il dit avoir été influencé par la figure du poète rebelle afrikaner Uys Krige. Celui-ci, au cours d'une conférence, a parlé du poète espagnol Federico García Lorca, traqué par les fascistes et tué par un peloton d'exécution. « Son récit, plein d'émotion, m'a permis de relier mes idéaux, ma rêverie à la lutte pour la liberté qui se déroulait alors en Afrique du Sud. Quelques semaines plus tard, j'ai rejoint le mouvement populaire qui appelait à gagner la campagne de résistance contre les lois injustes d'apartheid de 1952 ».

De père progressiste en tant que secrétaire général du syndicat des travailleurs de l'habillement, celui-ci côtoyait aussi bien des Noirs que des Blancs. Mais l'engagement d'Albie Sachs contre l'apartheid et l'oppression reflétait aussi les convictions profondes qu'il ressentait, même si lui-même se dit pacifiste. « Alors que je me rétablissais à Londres, j'ai reçu une lettre qui disait : "Ne t'inquiète pas, camarade Albie. Nous te vengerons". J'ai alors pensé à Gandhi, qui disait : "Œil pour œil, et le monde entier sera aveugle". Je me suis demandé : est-ce vraiment le pays que nous voulons construire ? J'ai donc répondu à ceux qui m'avaient écrit que si nous obtenons la liberté en Afrique du Sud, si nous gagnons la démocratie, si nous instaurons l'État de droit, alors ce sera ma "douce vengeance" ».

« Nous avons accompli l'impossible en Afrique du Sud pour réussir à faire cohabiter Noirs et Blancs »

Sur le devenir de l'Afrique du Sud post-apartheid, il s'en enorgueillit parce que « nous avons accompli l'impossible. Peu de personnes croyaient qu'un jour Noirs et Blancs pourraient cohabiter pacifiquement en Afrique du Sud, dans la dignité et l'égalité ». Il reconnaît néanmoins que de nombreux défis demeurent. Le racisme continue d'exister, le chômage persiste, la violence est toujours présente. Les inégalités aussi n'ont pas disparu. De manière générale, les citoyens blancs bénéficient toujours de conditions de vie bien supérieures à celles des citoyens noirs. Ils détiennent une part disproportionnée des terres et des actifs. Environ 10% de la population possède peut-être entre 50 à 60% des terres et près de 70% de la richesse nationale.

« Une telle situation ne saurait être justifiée », estime-il.

À 90 ans, Albie Sachs est une figure majeure de l'histoire contemporaine de l'Afrique du Sud. Avocat et militant infatigable contre l'apartheid, il a participé à la préparation de la Constitution post-apartheid et a siégé à la Cour constitutionnelle. Activiste de la cause noire dès son plus jeune âge, l'homme a dû payer un très lourd tribut pour ses convictions. En 1963, étudiant en Droit, déjà militant contre les lois d'apartheid, il est arrêté et placé à l'isolement dans une prison du Cap. En 1988, alors qu'il est exilé au Mozambique, il est victime d'un attentat à la voiture piégée, commandité par le gouvernement sud-africain de l'époque, qui lui coûtera son bras droit et l'usage d'un œil. De passage à Paris pour assister à la panthéonisation de son ami Robert Badinter, Albie Sachs a participé au lancement de la traduction française de son ouvrage de 352 pages, *Notre histoire mérite une fin heureuse*. Journal de prison. Afrique du Sud, 1963, publié aux éditions Premier Parallèle et traduit de l'anglais par Cécile Dutheil de la Rochère.



Albie Sachs dans son combat pour abolition de l'apartheid (Image d'archive)

Gospel

Nana Lukezo a dit adieu à ses fans lors d'un concert mémorable à Bruxelles

Nana Lukezo : la chanteuse gospel congolaise
(Image : yop.l-frii.com)



Toute de blanc vêtue, la chanteuse-compositrice gospel Nana Lukezo de la République démocratique du Congo a brillé de mille feux le 4 octobre 2025 dans la salle Madeleine de la capitale belge, au cours de son concert d'adieu devant un parterre de près de 600 mélomanes, ravis par sa prestation où elle a revisité le répertoire de ses 35 années de carrière musicale.

« Je continuerai à louer l'Éternel par des prestations dans les lieux de culte »

La chanteuse Nana Lukezo, qui avait appelé les mélomanes du gospel à venir nombreux afin de vivre ce « dernier concert au cours duquel je vais passer le flambeau à la jeunesse après avoir tracé la voie », a tenu à rassurer qu'elle demeure une artiste. « Je reste néanmoins au service de Dieu et je continuerai donc à louer l'Éternel. Aussi, je ne chanterai plus que dans les lieux de culte », a-t-elle déclaré avant de préciser à cette occasion, en présence de la coordinatrice du Centre culturel congolais de Belgique Mme Nancy Kawaya, que c'est Dieu lui-même qui a voulu qu'elle soit à Bruxelles en ce moment précis et que le dernier concert ait lieu dans la capitale belge.

Pour son dernier concert, livré dans la ferveur devant une foule de mélomanes quasiment en extase, Nana Lukezo a proposé un spectacle alliant expérience et apprentissage, en se faisant accompagner de plusieurs jeunes talents évoluant en Belgique, en France et en Suisse parmi les guest-stars. Un pari réussi pour un au-revoir. Chanteuse gospel ayant débuté dans les sillages du célèbre musicien Charles Mobaya, Nana Lukezo est également présidente de la plateforme « T-Femmes » (Toutes les femmes), qui ambitionne réunir toute la gente féminine.

Par Tory-Aurélié Mulete

La chanteuse gospel aux 13 albums pour 120 chansons, accompagnée d'instrumentalistes et d'une chorale de de cinq jeunes filles étincelants d'ingéniosité, a tenu en haleine ses fanatiques sur la scène, dans une communion pleine de spiritualité qui a débuté peu après 20 heures 30. La star a profité d'un intermède pour convier sur le podium son manager, Jean-Claude Tshikangu, à qui elle a décerné un trophée en récompense et en reconnaissance de son accompagnement depuis le début de sa carrière.

Et pour passer symboliquement la main à la jeune génération de musiciens gospel, Nana Lukezo s'est ensuite éclipsée pour céder la place à une pléiade de vedettes en herbe qui se sont succédé sur scène, parmi lesquelles Grâce Mpeti, Olivier Kongolo, Rosine Kayeba ou encore David Jonathan. Elle est réapparue peu après, drapée d'un ensemble rouge bordeaux merveilleusement mis en valeur par

la tenue bleue marine des choristes, alternant ensuite avec les prestations des jeunes artistes jusqu'autour de minuit.

Pour son dernier spectacle, Nana Lukezo s'est appuyé sur le répertoire qui a fait sa renommée au cours de sa carrière, au centre duquel la chanson « Ma référence ». Mais la star a également assaisonné son concert de « beaucoup de surprises » comme elle l'avait annoncé, en interprétant également quelques chansons encore inédites.

Le 27 septembre, soit une semaine avant son spectacle, elle avait animé une conférence de presse au Centre culturel congolais de Bruxelles, au cours de laquelle elle avait déjà annoncé la couleur : « Dieu m'a envoyée vers les nations. J'ai sillonné une centaine de pays et sorti une centaine de chansons au cours de ma longue carrière de 35 ans. Il est temps pour moi de clore ce chapitre et d'en ouvrir un autre », avait expliqué la chanteuse gospel qui a précisé qu'elle se consacrera désormais à l'encadrement des jeunes talents.

Pourquoi l'eau de mer est-elle salée

Lorsque l'on plonge les pieds dans l'océan et qu'on amène un peu de son eau à la bouche, une évidence s'impose : l'eau de mer a ce goût salé unique. Mais d'où vient ce sel et pourquoi la mer n'est-elle pas douce comme celle des lacs et des rivières ? Nous allons tenter de le découvrir dans les prochaines lignes.

L'eau de pluie, légèrement acide, érode les roches des continents depuis des millions d'années. En s'infiltrant dans les sols et en creusant les lits des rivières, elle emporte avec elle de minuscules particules minérales, dont des ions de sodium et de chlore, les principaux composants du sel.

Ces minéraux sont ensuite transportés par les fleuves jusqu'aux océans. Une fois arrivés, ils s'accumulent car l'eau de mer ne s'évapore pas entièrement : seule l'eau pure s'élève dans l'atmosphère pour former les nuages, laissant derrière elle les sels dissous.

Un équilibre vieux de millions d'années

Ce processus d'apport en minéraux est constant. Depuis l'Antiquité de la Terre, les océans ont ainsi stocké d'immenses quantités de sel. Aujourd'hui, on estime que l'eau de mer contient en moyenne 35 grammes de sel par litre.

Certaines mers comme la mer Morte ou le lac Assal (Djibouti) sont encore plus salées, car l'évaporation y est très forte. De plus l'apport d'eau douce limité. Précisons que plus l'eau de mer est salée, plus elle augmente la portance, la flottabilité.

Ainsi, on flotte bien plus facilement dans la Morte que dans l'Atlantique. Ce phénomène s'explique par la différence de densité entre les liquides des deux eaux. Selon Archimède, « la pression est plus forte sur la partie inférieure d'un objet immergé que sur sa partie supérieure. Il en résulte une poussée verticale vers le haut ». Or, pour un même volume, l'eau salée est plus lourde que l'eau douce, ce qui implique que la poussée sur notre corps est plus forte.

Pourquoi l'eau douce reste douce ?

Les lacs et les rivières reçoivent aussi des minéraux, mais ils se renouvellent rapidement grâce au cycle de l'eau. Le sel n'a donc pas le temps de s'accumuler en grande quantité, contrairement aux océans où le stock reste piégé.

L'eau de mer est salée à cause de l'érosion des roches, du transport des minéraux par les rivières et de l'évaporation qui concentre ces sels dans les océans. C'est un équilibre naturel, vieux de milliards d'années, qui explique pourquoi nos mers et océans ont ce goût si particulier.

La Méditerranée est plus salée que l'océan Atlantique

La Méditerranée reçoit relativement peu d'eau de grands fleuves (le Nil, le Rhône, l'Èbre...), comparé à l'Atlantique qui est alimenté par l'Amazone, le Congo, la Casamance, le Niger ou encore le Mississippi (pour ne citer qu'eux). En France l'océan atlantique est alimenté par la Seine, la Garonne et la Loire. Du fait de son climat chaud et sec, son évaporation est très forte. Ainsi la Méditerranée perd énormément d'eau par évaporation. Or, comme toujours, l'eau s'évapore mais le sel reste.

De plus, sa communication est réduite avec l'océan. Car l'unique lien avec l'Atlantique est le détroit de Gibraltar, une ouverture étroite. Cela limite le renouvellement de l'eau et favorise la concentration en sels.

Voici quelques chiffres pour illustrer ces propos :

- Atlantique : environ 35 g de sel par litre.
- Méditerranée : environ 38 g de sel par litre.
- Certaines zones comme la mer Morte, qui n'est pas reliée à l'océan, dépassent les 300 g de sel par litre.

En résumé : oui, la Méditerranée est plus salée que l'Atlantique, car elle s'évapore plus qu'elle ne reçoit d'eau douce, et son renouvellement est limité.



Les membres de l'équipe du « Club congolais du risk »

« Club congolais du Risk management » s'investit dans la sensibilisation à la culture des risques et des assurances en RDC

Le « Club congolais du Risk management » a affirmé sa détermination dans la sensibilisation à la culture des risques et des assurances en République démocratique du Congo, à l'issue d'une conférence de deux jours tenue les 30 et 31 octobre à Kinshasa, au Fleuve Congo Hotel, avec la participation des personnalités des secteurs des assurances, des microfinances, des banques, des mines et des télécoms.

Par Don Mazakala Mpanzu

La conférence, tenue sous le thème : « Osons l'excellence en gestion de risque en RDC », a constitué l'occasion de rappeler que dans le monde où l'on vit, l'incertitude n'est plus une exception mais la règle. « Pandémie, cyberattaque, crise climatique, instabilité politique, rupture technologique sont autant de maux qui composent le paysage permanent par lequel les organisations doivent évoluer, a dit Mme Esther Misheng, présidente-fondatrice du groupe Credassur et du « Club congolais du risk management ». Dans cette optique, elle a expliqué que son club « est engagé à accompagner la sensibilisation en RDC à la culture des risques et la sensibilisation dans les assurances. C'est un club qui se positionne comme un acteur majeur pour vulgariser, sensibiliser à la gestion des risques en RDC et accompagner le secteur des assurances dans la vulgarisation de son activité ».

Pour Mme Misheng, si le risque est partout, la peur du risque, elle, ne doit pas être nulle part, car le véritable leadership, c'est précisément la capacité de transformer l'incer-

titude en opportunité, les dangers en levier de progrès. « Le risque n'est pas un ennemi, mais un partenaire stratégique. Pendant longtemps, nous l'avons perçu comme quelque chose à éviter, à contrôler et à repousser. Pourtant, les grandes réussites économiques et politiques naissent d'une gestion lucide et proactive du risque. Regardons les grandes entreprises innovantes, elles ne réussissent pas parce qu'elles évitent les risques, mais parce qu'elles les comprennent, les mesurent et les orientent », a-t-elle fait remarquer. Ainsi, le risque management moderne n'est pas un simple bouclier, mais un tableau de bord stratégique, une manière d'éclairer la prise de décision à long terme ; c'est l'art de répondre à la préoccupation de savoir quels risques nous sommes prêts à assumer et pour quel bénéfice, a-t-elle précisé.

Le risque management moderne, un tableau de bord stratégique

Énumérant les trois piliers d'une culture du risque moderne, elle a cité en premier lieu « la vision », car tout commence par la clarté

du cap. « Sans vision partagée, les risques deviennent des entraves. Avec une vision forte, ils deviennent moteurs. Les dirigeants doivent donc incarner cette lucidité stratégique, reconnaître les menaces, mais surtout détecter les opportunités cachées derrière elles », a préconisé la présidente de Credassur qui ajoute qu'il faut ensuite penser à « la préparation », car gérer les risques, c'est investir dans la prévoyance qui sont les systèmes d'alerte, la cybersécurité, la formation, la continuité d'activité.

Enfin, elle a cité en dernière position « la transparence », estimant que trop souvent, les risques se cachent derrière le silence ou la peur du blâme et qu'une culture saine du risque repose sur la confiance, celle qui permet à chacun de signaler un danger, un doute, une faiblesse, sans crainte mais avec responsabilité.

« Aujourd'hui, la frontière entre les risques économiques, les risques sociaux, les risques environnementaux s'efface. Les dirigeants modernes doivent penser en écosystème. Un incident climatique peut devenir une crise financière. Une faille de sécurité peut se transformer en perte de réputation internationale. Une mauvaise gouvernance du risque peut

détruire des décennies de confiance. Mais à l'inverse, une gestion exemplaire du risque peut devenir un avantage compétitif, un atout diplomatique, une marque de confiance. Les nations, comme les entreprises, sont jugées demain sur leur résilience autant que sur leur performance », a-t-elle fait savoir.

Pour Mme Misheng, le défi d'un dirigeant n'est pas de supprimer les risques mais d'opter pour ceux qui valent la peine d'être pris, car il n'y a pas d'innovation sans risque, pas de transformation sans incertitude, pas de progrès sans audace. « Le risque management dans cette vision devient un art de gouverner, de dire "nous savons où nous allons, nous savons que le risque existe et nous savons pourquoi nous l'acceptons". Le monde n'a pas besoin de dirigeants prudents mais courageux, éclairés, capables de transformer les risques en opportunités. Le risque management n'est pas une crainte administrative mais une philosophie de leadership, d'éthique, de la responsabilité, un outil de performance », a-t-elle affirmé.

La 2^{ème} édition de la conférence annuelle du « Club congolais du Risk management » marquée par la cartographie des risques

Une journée de formation sur la cartographie des risques et les plans de continuité des affaires a marqué cette 2^{ème} édition. Elle était destinée à aider les participants à mettre en pratique et comprendre réellement la mise place d'une cartographie des risques dans l'entreprise. Une soirée d'excellence a clôturé ces assises, au cours de laquelle des prix ont été remis à 14 entreprises qui se distinguent principalement dans la gestion des risques du secteur télécom, financier, santé et des assurances, comme dans les domaines de ressources humaines, à savoir celles qui accordent la chance aux étudiants, aux femmes et aux personnes qui n'ont pas d'expérience professionnelle ou qui mettent en place la



Mme Esther Misheng, présidente-fondatrice du groupe Credassur et du « Club congolais du risk management »

mobilité interne et un système de rémunération équitable.

Pour sa part, le deuxième vice-président du Sénat congolais, M. Modeste Bahati Lukwebo, également professeur en Assurances et ancien directeur général de la Société nationale d'assurances (Sonas), a fait savoir que depuis la libéralisation de ce secteur en RDC, son marché a connu une grande expansion sans toutefois atteindre l'idéal, du fait de l'inculture en la matière et du faible accompagnement institutionnel.

À cet effet, il a proposé plusieurs actions devant être entreprises par le gouvernement, les sociétés d'assurances et tous les intermédiaires du marché, les institutions de formation, le patronat, les syndicats, les formations médicales et la société civile. « Si je devais synthétiser, depuis la définition jusqu'à la gestion et les mesures préventives, je peux dire qu'il faut bien identifier le risque, savoir l'évaluer et le mesurer, il faut des mesures de prévention et de réduction des risques, penser au transfert et à la mutualisation, au suivi et à une réévaluation périodique », a relevé M. Bahati.

Se réinventer et se remettre en question pour prétendre être résilient

De son côté, Alain Kanyinda, directeur général de l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (ARCA), a indiqué que dans

un secteur aussi dynamique et stratégique, il faut sans cesse se réinventer, se remettre en question et rester en alerte pour prétendre être résilient. « Il nous faut, nous dont la mission consiste à veiller à la protection des assurés et des bénéficiaires des contrats d'assurances, davantage développer et consolider cette culture d'excellence, de prise en compte, de gestion et de maîtrise des risques afin de ne pas nous laisser surprendre ou pris au dépourvu face aux aléas opérationnels et systémiques », a-t-il conseillé.

La conférence, parrainée par le gouverneur de la Banque centrale du Congo, M. André Wameso et l'ARCA, avait pour objectif de promouvoir une culture nationale de l'excellence en « Risk management », en mettant en lumière les acteurs, les politiques ainsi que les institutions et les bonnes pratiques qui renforcent la résilience et la performance durable des organisations congolaises.

Cette édition a été marquée par la publication du Baromètre 2025 du risque financier en RDC par Deloitte RDC ainsi que par plusieurs interventions d'éminents orateurs qui ont abordé différents sujets au cours des panels, notamment « Construire des institutions de microfinance résilientes et performantes face aux risques systémiques », « Conformité à la performance : l'excellence en gestion des risques bancaires », « Secteurs minier, télécom, public et industriel », « Mise en place d'un cadre et d'un dispositif efficace de gestion des risques » et « Cartographie des risques et Plan de continuité d'activités ».



Parmi les intervenants de cette assise, de g. à dr., Mr Alain Kanyinda (DG de l'ARCA), Mr Bahati Lukwebo, 2^{ème} vice-président du Sénat congolais, et Mme Ester Misheng



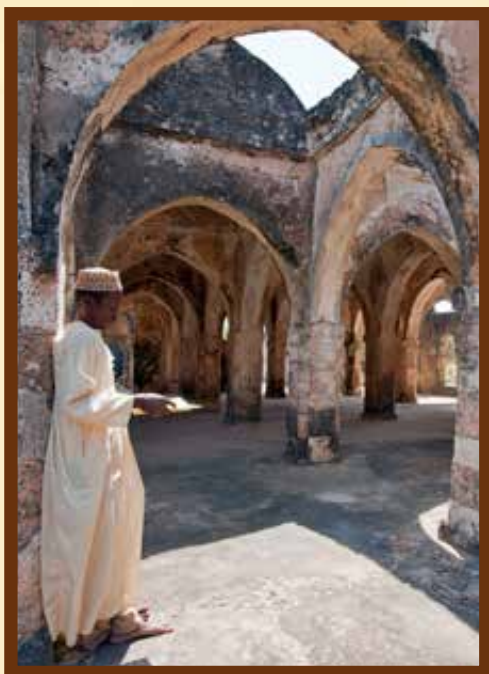
Mr Alain Kanyinda, DG de l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances

Ils ont fait l'Histoire

« *Un peuple qui a la mémoire courte est un peuple qui n'a pas d'avenir* »

(Citation de Maréchal Ferdinand Foch)

Par David Gakunzi (Extrait du livre : Mémoire du Monde noir)



Kilwa

Monnaie et vers rimés

Située sur la côte est de l'Afrique, Kilwa, comptoir commercial florissant, a joué, au XVIIIème siècle, un rôle important dans les échanges commerciaux entre l'Afrique, l'Arabie et l'Asie.

Dans les ports de Kilwa, les bateaux vont et viennent. Ceux-ci embarquent des écailles de tortues, des cornes de rhinocéros, des peaux de léopard, des épices, l'or du Zimbabwe, l'ivoire et le cuivre du Katanga.

Ceux-là débarquent des tissus de laine, des perles et la porcelaine de Chine. Bâtie en pierre, Kilwa est faite de maisons à étages et à portes sculptées, dans lesquelles on monte dans des lits d'ivoire avec des échelles d'argent. Les princes de Kilwa sont des hommes de culture, ils battent une monnaie qui porte en légende deux vers rimés.



Count Basie

Il aimait jouer

Count Basie est sans doute l'un des plus grands du jazz. Pianiste et chef d'orchestre né en 1904 à Red Bank dans le New Jersey, il constitue en 1935 un orchestre qui s'impose rapidement. Renouvelé en 1941 puis en 1954, cet orchestre est renommé pour son style direct et efficace, appuyé sur une section rythmique inégalée. Count Basie est mort en novembre 1984.

Count Basie aimait jouer. Même malade il jouait. On le poussait sur un fauteuil roulant jusqu'à son piano et il jouait toute la nuit. Comme un marathonien qui ne s'arrêtera qu'écroulé, à bout de souffle. Appuyé par des cuivres éclatants, des saxophones pulpeux, une section rythmique régulière et souple, au son reconnaissable entre mille autres, il jouait des notes aussi petites que ses yeux. Et la pure énergie se métamorphosait et se civilisait en swing pour délivrer l'allégresse. Brouillon mais subtile, sophisti-

quée mais sans fard, sa musique «était un hymne à l'élégance de la nature et à l'existence de la vie.

Count Basie était un génie du tempo. Trop rapide ou lent, il jouait avec la sensibilité d'un danseur.

Count Basie aimait jouer.



Soundiata Keita

Fondateur du Mali

Soundiata Keita est le fondateur du Mali au XIIème. Son nom est encore aujourd'hui célébré par les griots d'Afrique de l'Ouest.

En ce temps-là, qui voulait du sel allait au Mali car c'est là que se trouvait le campement des caravanes du Sahel. Qui voulait de l'or allait au Mali car Bouré, Bambougou et Wagadou travaillaient pour le Mali.

Qui voulait de beaux tissus allait au Mali car la route de la Mecque passait par le Mali. Qui voulait de la viande allait au Mali car c'était le pays des grands chasseurs et du bœuf et du mouton. Qui voulait voir une armée allait au Mali car c'était là que se trouvaient réunies les forces du Manding.

Qui voulait voir un grand roi allait au Mali car c'est là que se trouvait le sils de Sogolon, l'homme aux deux noms : Soundiata Keita. Les roches et les falaises. Les dunes et les sables se rappellent encore de lui. Ils l'ont vu de la vie à la mort, de la mort à la renaissance. Les Koras et les griots, les balafons et les tam-tams colportent encore sa légende. Il a fait marcher le Mali contre vents de sable et vents de conquérants, à travers des chemins arides jusqu'à ce que son peuple reconquière la noblesse d'antan.

Ils ont fait l'Histoire



Moumier
Empoisonné

Né en 1925, Félix Moumier fut l'un des leaders historiques de l'UPC (Union des Populations du Cameroun) dont il fut le président de 1952 à son assassinat le 3 novembre 1960 en Suisse. Docta Moumier était de ceux qui dans leur vie se sont assignés de ne jamais s'écarter du droit chemin. Juste et fraternel, il disait toujours la vérité sans haine à ceux qui mentent. Docta Moumier n'est pas mort terrassé par un dragon à mille têtes, ni par un génie hantant les montagnes. Il est mort empoisonné.



Couronnement de Haïlé Sélassié
Rois des rois

Le 2 novembre 1930, Haïlé Sélassié est couronné roi d'Éthiopie. Né le 23 juillet 1892 et mort le 27 août 1975, Haïlé Sélassié a été le dernier Négus d'Éthiopie. S'il a été l'artisan de la résistance de l'Éthiopie contre la pénétration coloniale, l'Empereur aura laissé son peuple croupir dans un semi-esclavage ; le pays appartenant à de grands propriétaires fonciers. Yeux pétillants et malicieux, collier de barbe brune, cheveux crépus. Par la taille il est le plus petit : 1,58 mètre. Par ses titres il est le plus grand : Roi des Rois, Lion Conquérant de la tribu de Juda, Défenseur de la foi chrétienne, Élu de Dieu et Empereur d'Éthiopie. Il descend, dit-on, en droite ligne de la reine de Saba et du roi Salomon.



Jimmy Hendrix
Voodoo Child

Né à Seattle le 27 novembre 1942, James Marshall Hendrix était un extraordinaire showman, un guitariste génial et un compositeur visionnaire qui, en 3 ans, a innové et popularisé les techniques les plus avancées de la guitare électrique. Mythe de la musique rock des années 60, il est mort le 18 septembre 1970 à Notting.

Quand il jouait de sa guitare Jimmy faisait l'amour aux étoiles et à la lune. De la guitare de Jimmy il sortait tant des choses. Du blues et du rêve, de la révolte et du punch. Des cordes, des cordes de la guitare de Jimmy il sortait mille sons divers, mille pierreries sonores à faire swinguer les cimetières. De

la guitare de Jimmy il sortait tant des choses. Des gémissements de douleur et de plaisir, des dialogues passionnés des civilisations. Quand il jouait de sa guitare, Jimmy faisait l'amour aux étoiles et à la lune. Gaucher, l'enfant vaudou jouait de la guitare de droitier. Il fut le premier à faire pleurer sa guitare.



Abolition
AXÉ

Le 21 novembre 1888, l'esclavage est officiellement aboli au Brésil.

Berimbau-Congo-Bahia-Capoera

Rythmes de sang, rythmes de la terre, rythmes de la vie. Berimbau-Congo-Bahia-Capoera, hoquets de forçats, râles de carcans, mouvements de fauves.

Mocambo Quilombo, Berimbau-Congo-Bahia-Capoera. Lumière de cœurs battants de corps haletants, de vents libres.

Finis l'esclavage : Berimbau-Congo-Bahia-Capoera.

Exposition « Mobutu, une vie, un destin » consacrée au Maréchal Mobutu Sese Seko



Le Président Félix Tshisekedi, accompagné par Nzanga Mobutu, fils biologique du défunt, a visité l'exposition « Mobutu : une vie, un destin » organisée au Musée national à Kinshasa, dans la commune de Lingwala.

Une exposition consacrée à la vie du Maréchal Mobutu Sese Seko, deuxième président de la République démocratique du Congo alors République du Zaïre, est organisée au Musée National à Kinshasa depuis le 16 octobre sous le thème « Mobutu, une vie, un destin ». L'engouement suscité est tel que sa clôture prévue le 30 a été repoussée au mois de décembre.

Par Victor Olembo

L'exposition, placée sous le signe du devoir de mémoire et de l'unité nationale, constitue un voyage dans le temps chargé d'émotion et de symbolique conçu autour d'un ensemble d'objets exposés, allant des bustes aux monnaies anciennes, en passant par des photographies historiques, son emblématique fauteuil en forme de trône et son fauteuil sculpté suivant l'apparence du léopard.

L'événement, ouvert au public, connaît un engouement sans précédent. Le chef de l'État congolais, Félix Antoine Tshisekedi, a visité l'exposition le mardi 28 octobre 2025, où il a été accueilli et guidé par l'organisateur de l'exposition, Nzanga Mobutu, fils biologique et idéologique du défunt Maréchal Mobutu. Comme toutes les personnalités, le président Tshisekedi a clôturé sa visite par la signature du livre d'or. « À travers cette exposition émouvante, la Nation congolaise redécouvre un chapitre méconnu de son histoire, incarné par la figure du Président Mobutu, un symbole de l'union nationale, de l'affirmation de notre souveraineté et de la valorisation de nos racines culturelles authentiques », a consigné le chef de l'État congolais.

En visite le jeudi 30 octobre, la Première ministre Judith Suminwa Tuluka a parcouru les différentes sections de l'exposition, découvrant un riche ensemble photographique retraçant la vie et le parcours complexe du fondateur du Mouvement populaire de la Révolution (MPR). La cheffe du gouvernement congolais a particulièrement été marqué dans son immersion dans l'héritage Mobutu par les objets personnels du défunt Président, à côté des différentes représentations retraçant son parcours.

Judith Suminwa : « On ne peut pas effacer l'histoire »



Devant les journalistes, la Première ministre a estimé que l'exposition sur la vie de l'ancien homme fort du Zaïre devait inspirer les générations actuelles, surtout en rapport avec la situation du pays. « On parle de souveraineté, on parle d'intégrité territoriale... La vie du Président Mobutu a toujours été cette question d'unité nationale, cette question d'intégrité, de souveraineté. Et c'est ça qu'il faut transmettre à nos enfants. On ne peut pas effacer l'histoire, parce que l'histoire est importante. Ça nous permet de nous rappeler et de voir comment nous allons avancer », a déclaré Mme Judith Suminwa.

Livrant ses impressions sur les représentations et les objets exposés, elle a rappelé qu'elle a elle-même grandi sous Mobutu. « C'est un rappel historique pour moi. Je connais le Président de par l'histoire depuis que je suis née jusqu'à ce que j'arrive à l'âge adulte. Toute mon enfance, je l'ai eue sous le Président Mobutu », a-t-elle confié.

La Première ministre, qui a plaidé pour une lecture constructive de l'histoire, avait rencontré la veuve du Maréchal, Mme Bobi Ladawa, en novembre 2024 à Rabat au Maroc. Sa présence, ce jour-là, confirmait son intérêt sincère pour une histoire qui appartient à tous les Congolais.

Pour l'initiateur de l'exposition, M. Nzanga Mobutu, l'objectif est clair : éduquer la jeunesse congolaise.

« La meilleure façon pour moi de parler aux jeunes et de parler du maréchal, c'était de présenter des photos. Parce qu'il n'y a aucun discours, il n'y a aucun texte qui pourra



mieux le décrire qu'à travers les différentes facettes de sa personnalité », a-t-il expliqué. Il ajoute que « vu l'engouement, il nous a été demandé de continuer, donc on va poursuivre

probablement jusqu'au mois de décembre », a annoncé Mobutu Nzanga qui se dit très ravi des visites, notamment celles des écoles et des familles se disant.



CAN - Le calendrier complet de la compétition

Qui remportera l'édition 2025 ?

Toutes les affiches, les dates et les horaires de la Coupe d'Afrique des nations 2025, qui aura lieu du samedi 21 décembre au dimanche 18 janvier au Maroc, sont à retrouver dans le calendrier que nous publions après les lignes qui suivent. La question reste posée : qui remportera l'édition 2025 de la CAN ? Réponse au coup de sifflet final le 18 janvier 2026.

Par **Onésa Afrika** avec Rfi

Qui succédera à la Côte d'Ivoire lors de la prochaine CAN ? Pour cette 35ème édition, la plupart des grandes nations de football du continent africain seront présentes, à l'exception du Ghana des frères Ayew.

Au total, 24 équipes sont dans la course. Elles ont été réparties au sein de six groupes lors

du tirage au sort organisé en janvier 2025. Les deux premières nations de chaque poule iront directement en huitièmes de finale. Les quatre meilleurs troisièmes seront aussi qualifiés pour le second tour.

Le match d'ouverture verra le Maroc affronter Comores le 21 décembre à Rabat. La finale aura lieu le dimanche 18 janvier, toujours dans la capitale du Maroc.

Toutes les affiches de la CAN 2025 dans le calendrier ci-dessous :



Histoire de la CAN

La CAN a vu passer toutes les légendes du football africain. Des Égyptiens qui ont participé au triplé historique à l'attaquant congolais détenteur du record de meilleur buteur de tous les temps en une seule édition, en passant par Samuel Eto'o, meilleur buteur de l'histoire du tournoi, voici le tour d'horizon des joueurs qui ont fait tomber les records de la compétition.

Meilleur buteur sur une seule CAN et sur un seul match

Voilà un record qu'il sera difficile d'aller décrocher, celui des 9 buts inscrits par le Congolais Ndaye Mulamba pendant la Coupe d'Afrique des nations 1974. Il a toutefois été aidé avec une finale qui s'est jouée deux fois, ce qui lui a permis de marquer deux doublés avec les Léopards du Zaïre.

Un record que l'Ivoirien Laurent Pokou aurait pu obtenir grâce à un match extraordinaire contre l'Éthiopie remporté 6-1 en 1970, lors duquel il a inscrit cinq buts à lui tout seul. C'est le record de buts sur un seul match dans la compétition. Sur cette édition, il aura inscrit « seulement » huit buts, pas de quoi surpasser Mulamba, indétrônable depuis 51 ans.

Le meilleur buteur

Avant d'être un patron de fédération, Samuel Eto'o l'a été pour la sélection camerounaise. L'attaquant passé par le FC Barcelone et l'Inter Milan est le recordman de buts ins-

crits à la CAN toutes éditions confondues. Avec 18 buts au compteur en 29 matches, il devance l'Ivoirien Laurent Pokou (14 buts en 12 matches) et le Nigérian Rashid Yékini (13 buts en 20 matches).

Le meilleur buteur en finale

En revanche, Samuel Eto'o n'a été buteur qu'une seule fois en finale, en 2000 contre le Nigeria. De nombreux joueurs ont marqué plus que lui à ce stade de la compétition, ils sont notamment neuf à avoir inscrit des doublés. Mais un se démarque, l'attaquant égyptien Mohamed Diab Al Attar, qui a inscrit un quadruplé lors de la finale de la toute première CAN en 1957.

Mention honorable tout de même au Nigérian Mudashiru Babatunde Lawal, qui a marqué deux buts lors de deux finales différentes (1980 et 1984), en plus de deux buts lors de la phase de groupe finale de la CAN 1976, qui s'est déroulée dans un format inhabituel. Ainsi que pour Pierre Ndaye Mulamba, qui a marqué un doublé en finale de la CAN 1974 pour le Zaïre, avant d'inscrire un nouveau doublé dans la finale rejouée 48h plus tard, car la première s'était terminée sur un match nul. Techniquement parlant, il a donc inscrit quatre buts en finale, lui aussi.

Celui qui a joué le plus de matchs

Rigobert Song domine le classement du nombre d'apparitions à la CAN avec 36 matchs joués dans le tournoi en différentes éditions, en plus des quatre matchs dirigés en tant que sélectionneur à la tête des Lions indomptables du Cameroun.

Ceux qui comptent le plus de participations

En revanche, pour le nombre de participations au tournoi, Song partage son record avec trois autres joueurs. Tout comme le défenseur camerounais, l'Égyptien Ahmed Hassan, le Ghanéen André Ayew et le Tunisien Youssef Msakni ont participé à huit CAN.

Les hommes au plus gros palmarès

Seuls deux joueurs peuvent se targuer d'avoir remporté quatre fois la CAN. Ce sont les Égyptiens Essam al-Hadary et Ahmed Hassan. Ils ont participé à l'incroyable triplé des Pharaons en 2006, 2008 et 2010. Avant ça, ils avaient déjà remporté le trophée en 1998. Côté sélectionneurs, le Ghanéen Charles Kumi Gyamfi et l'Égyptien Hassan Shehata ont remporté à trois reprises le trophée.

Le joueur le plus âgé à avoir disputé un match

Essam al-Hadary n'a pas fait que remporter quatre CAN avec l'Égypte. Il a aussi gardé les buts des Pharaons pendant de très longues années, jusqu'en 2017 où il a joué à l'âge de 44 ans et 21 jours. En tant que gardien, il n'avait pas vraiment de quoi devenir le plus vieux buteur du tournoi. Ce titre revient à un autre Égyptien, Hossam Hassan, qui a marqué contre la RD Congo à la CAN 2006 en quarts de finale à l'âge de 39 ans, 5 mois et 24 jours.



Historique ! Le Cap-Vert pour la première fois parmi les meilleures nations du monde

Le Cap-Vert, un petit archipel aux 12 îles situé au large du Sénégal, s'est qualifié pour la Coupe du monde 2026 de football, une première dans l'Histoire de ce petit pays de 525 000 habitants. Les Requins Bleus ont validé leur ticket en battant l'Eswatini 3-0 à Praia, terminant à la 1ère place du Groupe D des qualifications de la Zone Afrique, devant le Cameroun.



Coupe du Monde 2026 – Cap Vert qualifié (Image : afrik-foot.com)

contre le Cameroun, qu'il a battu chez lui au match retour. De nombreux joueurs nés à l'étranger sont venus renforcer la sélection nationale, à l'instar des buteurs Livramento, né à Rotterdam, ou Semedo, né à Montfermeil en banlieue parisienne.

Les affiches des barrages africains entre les quatre sélections encore en lice — Cameroun, RDC, Gabon et Nigeria — sont désormais connues. Classé 41ème au ranking FIFA, le Nigeria, large vainqueur du Bénin (4-0) grâce à un triplé de Victor Osimhen, affrontera le Gabon de Pierre-Emerick Aubameyang (77ème). De son côté, le Cameroun (54ème) sera opposé à la RDC (60ème). La nation la mieux classée défie la moins bien classée, tandis que la deuxième affronte la troisième. Toutes les rencontres se joueront sur terrain neutre, au Maroc, les demi-finales le 13 novembre et la finale le 16 novembre. Le vainqueur de cette phase représentera l'Afrique lors des barrages intercontinentaux en mars 2026. Cette dernière étape regroupera une sélection africaine, une asiatique (AFC), deux de la zone Concacaf, une d'Amérique du Sud (Conmebol) et une de l'Océanie. Selon son classement FIFA, le vainqueur africain pourrait débiter directement en finale ou en demi-finale de ces barrages. Par exemple, si le Nigeria l'emporte, il accèdera directement à la finale. En revanche, si le Gabon se qualifie, il devra passer par les demi-finales. Pour le Cameroun et la RDC, leur parcours dépendra des adversaires issus de la Concacaf.



Par Arnaud-Chris Tsasa

Quel exploit pour les Requins Bleus, qui font du Cap-Vert le plus petit pays en termes de superficie (4 033 kilomètres carrés), à disputer une Coupe du monde, ce pays étant trois fois plus petit que le Qatar, qui détenait le record. Ils renvoient les grandissimes favoris de la poule, les Lions indomptables du Cameroun, aux barrages ! Le Cap-Vert, 70ème au classement FIFA, s'est qualifié grâce à des buts de Dailon Rocha Livramento (1-0, 48e), de Willy Semedo (2-0, 54e) et de Stopira (90e) le lundi 13 octobre. Par contre, un pays moins peuplé que le Cap-Vert, à savoir l'Islande, a déjà disputé une Coupe du monde, en 2018 en Russie. L'archipel rejoindra au moins deux autres pays débutants, la Jordanie et l'Ouzbékistan, autant de nations qui profitent de l'élargissement de la compétition à 48 équipes. Pour la première fois, neuf représentants africains participeront au Mondial en 2026, avec un possible dixième après les barrages intercontinentaux. L'archipel est le sixième pays africain à se

qualifier pour la Coupe du monde 2026, après la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, l'Algérie et le Ghana. Le Sénégal est lui aussi à la porte de la gloire, tandis que la République démocratique du Congo devra se contenter des barrages, après avoir naïvement loupé son match de Kinshasa où elle menait 2-0 à la 33ème minute face aux Lions de la Teranga, l'entraîneur Sébastien Desabre n'ayant jamais compris ce que tout le monde avait remarqué. En effet, deux de ses joueurs, dont Yoane Wissa, étaient physiquement au rouge dès la 49ème, laissant l'adversaire dérouler face aux 9 seuls joueurs restés valides.

La RDC et le Cameroun dans une longue série de barrages au Maroc

Le Cap-Vert, dernier de son groupe aux récentes qualifications pour la Coupe d'Afrique des nations, a réussi un parcours plus solide dans les qualifications pour le Mondial, ne perdant qu'un seul de ses 10 matchs (4-1)



Onéscha Afrika

Magazine Politique – Économique – Social – Sport – Culture

Au cœur des événements importants
qui créent l'Histoire chaque mois,



nos spécialistes vous livrent leur éclairage
sans fioriture sur les événements
survenus près de chez vous.

**Le continent africain amorce un tournant dans son histoire.
Onéscha Africa prend l'initiative de fixer, pour la postérité,
tous les moments historiques de nos destinées
au travers de nos pages.**

